TL 2320

TIMOR ORIENTAL

20 ans d'occupation 20 ans de résistance

TIMOR ORIENTAL

20 ans d'occupation
ans de résistance

1975 - Décolonisation interrompue 4
1976 - Quatre timorais sur cinq fuient vers les montagnes 6
1977 - Bombardements et encerclements 8
1978 - Armes des pays occidentaux contre les timorais 10
1979 - Famine: l'aide internationale déviée 12
1980 - Résister au génocide 14
1981 - Nouvel élan de la résistance 16
1982 - Surveillance généralisée 18
1983 - Conversations et ultimatum 20
1984 - Villages stratégiques - la famine comme arme 22
1985 - Contrôle forcé des naissances / Santé 24
1986 - La colonisation indonésienne 26
1987 - Fausses élections - faux développement 28
1988 - Éducation ou 'indonésianisation' 30
1989 - Ouverture du territoire et visite du Pape 32
1990 - La répression comme politique 34
1991 - Massacre de Santa Cruz et accords pour exploiter le pétrole 36
1992 - La communauté internationale: la raison du côté des timorais - la bourse du côté indonésien 38
1993 - Jugement de Xanana Gusmão 40
1994 - Timorais 'collaborateurs' des indonésiens 42
1995 - Conversations Portugal-Indonésie / Dialogue inter-timorais 44
- Indonésiens fatigués du Timor Oriental 46
- Résolutions du Conseil de Sécurité et de l'Assemblée Générale de l'ONU 48
- Démission internationale, jusques à quand? 50

LA PAIX EST POSSIBLE AU TIMOR ORIENTAL
Rua de Campolide, 215-4D
1070 Lisbonne – PORTUGAL

Tel/Fax: 386 20 88
Accueil: Rua Castilho, 61-2D

Édition: A Paz é Possível em Timor-Leste
Design: Carlos Guerreiro
Photographies:
Archives CDPM / A Paz é Possível em Timor-Leste
Montage et impression: Neograf-Artes Gráficas, Lda.

TIMOR ORIENTAL

20 ans d'occupation

Le sentiment de supériorité des militaires indonésiens et la certitude qu'ils feraient la conquête du Timor Oriental em moins de quinze jours, les empêchèrent de poser la question d'une façon différente de celle de la conquête militaire.
Au début ils pensaient peut-être transformer les timorais en indonésiens. Lorsque l'opération se révéla plus difficile qu'ils ne l'avaient supposé au départ, la seule façon qu'ils rencontrèrent pour atteindre leurs fins, fut d'augmenter la violence.
Lorsqu'ils se convaincurent qu'ils n'arriveraient pas à faire des timorais de 'véritables indonésiens', ils décidèrent de les remplacer par des 'indonésiens véritables'. Dans le fond leur solution n'était pas très différente du 'nettoyage ethnique' récemment promu dans l'ex-Yougoslavie, à la différence que, dans ce cas, il n'y avait pas de pays voisin où repousser les timorais: l'alternative fut de les éliminer.
Plus de 200.000 morts entre 1975 et 1981, un tiers de la population totale. Ce génocide fut accompagné de politiques complémentaires orientées dans le même sens, comme le contrôle forcé des naissances parmi les timorais et l'immigration d'indonésiens...

20 ans de résistance

Plus encore que l'entêtement destructeur des généraux indonésiens, c'est la capacité de résistance des timorais qui surprend. Colonisés pendant des siècles par une poignée de portugais, pourquoi les timorais allaient-ils résister avec tant d'ardeur à une nouvelle colonisation, faite par les indonésiens?
Le soulèvement des timorais est-il né des excès de l'occupation indonésienne, ou y a-t-il entre timorais et indonésiens des différences culturelles tellement profondes qu'elles provoquent une répulsion irrésistible? La résistance est-elle le fruit d'une profonde conscience de la dignité, individuelle et collective, systématiquement méprisée par les occupants, ou résulte-t-elle de la connaissance qu'il existe des droits qui sont reconnus à tous les peuples par les lois internationales? La réponse pourrait donner lieu à d'interminables échanges d'opinions.
Aujourd'hui une chose est sûre et n'est déjà plus mise en doute par personne: si les indonésiens n'ont pas réussi à annihiler la résistance timoraise en 20 ans, ils ne vont pas réussir à le faire maintenant. La résistance, sous les formes les plus diverses, est assumée par la presque totalité de la population, et il est devenu clair qu'elle finira par gagner la bataille.
Les timorais ont prouvé, à ceux qui en auraient douté, qu'ils existent comme peuple différent du peuple indonésien. À ce peuple, en accord avec la Charte des Nations Unies et de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU, la communauté internationale doit garantir la possibilité de former une Nation.

La Paix est Possible au Timor Oriental

1975 DÉCOLONISATION INTERROMPUE

«L'indépendance est un droit de toutes les nations et le peuple du Timor Oriental ne fait pas exception»

(Adam Malik, Ministre indonésien des Affaires Étrangères, juin 1974)

«Il n'y a que deux solutions possibles: ou l'union avec l'Indonésie ou la continuation de l'administration portugaise»

(Adam Malik, décembre 1974)

Après le 25 avril 1974, qui mettait fin à 40 ans de régime autoritaire et dictatorial au Portugal, le nouveau régime démocratique accepta de reconnaître à ses colonies le droit à l'autodétermination que l'ONU exigeait depuis plus de dix ans. Parmi ces colonies se trouvait le Timor Oriental.

Les deux principaux partis politiques timorais, le Fretilin et l'UDT, sont favorables à l'indépendance:
«Nous insistons sur le fait que l'indépendance est l'unique voie possible pour que le peuple soit libéré de l'exploitation et de l'oppression sous toutes leurs formes» *(Communiqué conjoint Fretilin/UDT, Dili 18/3/75).*

Le troisième parti, l'Apodeti, veut l'intégration dans l'Indonésie, mais avec un statut d'autonomie:
«Une intégration avec un statut d'autonomie interne au sein de la République indonésienne, dans le respect des lois internationales en vigueur» *(Programme de l'Apodeti).*

L'Indonésie ne tarde pas à reconnaître que l'Apodeti ne réussira pas à élargir sa faible influence au sein de la population timoraise et décide de miser sur la rupture entre le Fretilin et l'UDT. Elle installe pour cela, à Kupang (Timor indonésien), une radio émettant en 'tetum', la langue véhiculaire du Timor Oriental, laquelle s'efforce d'envenimer les relations entre les deux partis de la coalition. Sa principale arme sera l'épouvantail communiste, auquel sont sensibles aussi les pays occidentaux et tout particulièrement les USA, alors en guerre au Vietnam.

Conscients que les positions de l'Indonésie seront essentielles pour l'avenir de leur pays, des dirigeants des deux principaux partis timorais visitent Djakarta. José Ramos Horta, du Fretilin, revient de Djakarta avec une lettre du Ministre des Affaires Étrangères, Adam Malik:
«L'indépendance est un droit de toutes les nations et le peuple du Timor Oriental ne fait pas exception» *(17/6/74).*
Mais en décembre, Adam Malik a déjà changé d'opinion:
«Il n'y a que deux solutions possibles: ou l'union avec l'Indonésie ou la continuation de l'administration portugaise. L'indépendance n'est pas une idée réaliste» *(décembre 1975, cité dans «Décolonisation», nº7, document de l'ONU).*

Lors d'une rencontre réalisée à Londres, en mars 1975, alors que se faisaient déjà sentir les pressions de l'Indonésie contre l'indépendance, le Portugal expose sa position devant la délégation indonésienne. Un rapport élaboré par le Gouvernement de Timor résume comme suit cette position:
1. Le Portugal n'est pas en mesure d'imposer une solution, quelle qu'elle soit;
2. Si l'on n'arrive pas à un accord, le Portugal soumettra le problème aux instances internationales;
3. Le shéma prévu pour la décolonisation de Timor est le suivant:
- un gouvernement provisoire avec la participation des partis;
- une période de 5 à 8 ans de gouvernement provisoire, jusqu'à atteindre la maturité politique et l'auto-suffisance économique;

4. (Le Portugal) suggère que l'Indonésie améliore son image auprès des populations de Timor et qu'elle leur fournisse une aide économique, ce qui faciliterait un possible choix du peuple de Timor en sa faveur *(rapport publié à Lisbonne en 1981).*

Francisco Lopes da Cruz, Vice-Président de l'UDT, après une rencontre à Djakarta avec les principaux responsables des forces armées indonésiennes, laisse transparaître les fortes pressions auxquelles il a été soumis:
«Nous sommes réalistes, si nous voulons être indépendants nous devons suivre la ligne politique de l'Indonésie; hors de cette voie notre indépendance ne durera pas plus d'une semaine, ou tout au plus un mois» *(6/8/75, cité par M.Roger, New York Times).*
Cinq jours plus tard, le 11 août, l'UDT prend possession du dépôt d'armes de la police à Dili et réclame aux portugais l'arrestation des dirigeants du Fretilin. L'Administration portugaise ne veut pas prendre parti pour l'une

20 ans d'occupation 20 ans de résistance

des deux forces timoraises, mais les soldats timorais qui constituent la presque totalité des forces armées coloniales (environ 2.000 hommes) alignent en majorité aux côtés du Fretilin. En moins d'un mois le Fretilin domine complètement la situation.

La lutte a été violente. Selon des observateurs australiens de ACFOA (Australian Council For Overseas Aid) présents sur le terrain, il y a eu entre 2.000 et 3.000 victimes *(Reuter 28/9/75)*. Quelques miliers de timorais se sont réfugiés de l'autre côté de la frontière, dans le Timor indonésien. L'Indonésie les utilise pour justifier les actions militaires qu'elle organise contre le territoire du Timor Oriental.

Le 7 décembre, à l'aube, des centaines de parachutistes sont lancés sur Dili, en même temps la marine de guerre entre dans le port. Le témoignage qui suit, comme beaucoup d'autres dans ces pages, est d'un prêtre catholique; ils sont des rares personnes qui purent rester, se mouvementer avec une certaine liberté et communiquer avec l'extérieur:

***«Du 7 décembre** (1975) **à février 1976 ont été ancrés dans le port de Dili 23 navires de guerre qui bombardaient 24 heures par jour les collines qui entourent la ville. Les hélicoptères (entre 8 et 12) et les avions (4) survolaient tout le territoire de Timor. Sur terre il y a d'innombrables tanks et voitures blindées. Les militaires indonésiens doivent être au nombre d'environ 50.000 (je n'en suis pas sûr)»** (Missionnaire catholique; lettre, novembre 1977).*

Il faut rappeler que le territoire du Timor Oriental a une superficie d'à peine 19.000 km2, environ trois départements français, et que sa population n'atteignait pas 700.000 habitants. Les généraux indonésiens avaient promis dominer tout le territoire du Timor Oriental en 15 jours, mais à la fin de ce temps ils ne dominaient pas encore totalement la ville de Dili, qui à l'époque comptait environ 12.000 habitants, moins que les militaires qui l'envahirent.

Le Portugal coupa immédiatement les relations diplomatiques avec l'Indonésie et dénonça, comme il en avait avisé auparavant, la violation des lois internationales. L'Asssemblée générale de l'ONU et le Conseil de sécurité votèrent des résolutions demandant le retrait des forces indonésiennes.

L'Assemblée générale ...

- **Profondément préoccupée par la situation critique résultant de l'intervention militaire des forces armées indonésiennes au Timor portugais, (...)**
- **Demande au gouvernement indonésien de cesser de violer l'intégrité territoriale du Timor portugais et de retirer sans délai ses forces armées du Territoire, afin de permettre au peuple du Territoire d'exercer librement son droit à l'autodétermination et à l'indépendance...**

(Assemblée générale de l'ONU - résolution 3485, 12/12/75)

1976

QUATRE TIMORAIS SUR CINQ FUIENT VERS LES MONTAGNES

«Vos parachutistes sont descendus du ciel comme des anges mais ils se sont conduits comme des démons»

(Mgr Ribeiro, évêque de Dili)

100.000 morts en moins d'un an

(rapport de prêtres indonésiens)

La violence fut extrême et les témoignages sont nombreux. Le 7 décembre des personnes qui se trouvaient près d'une église furent obligées de rentrer dedans:
«À 9 heures du matin du jour suivant (8 décembre) ces personnes et d'autres reçurent des soldats indonésiens l'ordre de se rendre sur le quai où se trouvaient déjà 27 femmes, quelques unes timoraises, les autres chinoises. Ce témoin dit qu'un certain nombre de femmes avaient des enfants avec elles et que toutes pleuraient. Les indonésiens retirèrent les enfants à leurs mères et les donnèrent à la foule. Puis elles furent abattues à coups de feu, l'une après l'autre. Les indonésiens ordonnèrent aux présents de compter à haute voix celles qui tombaient.
Vers 2 heures de l'après-midi 59 hommes, chinois et timorais, furent emmenés sur le quai. L'un d'eux était X dont la veuve, dit mon informatrice, se trouve aujourd'hui en Australie. Ces hommes furent abattus un par un. De nouveau les présents furent obligés de compter. Ils furent environ 500, calculait-elle. Les victimes devaient se mettre au bord du quai de façon que les corps tombent dans l'eau après avoir été abattus. Les soldats indonésiens tiraient sur les corps qui étaient dans l'eau lorsque ceux-ci donnaient encore quelque signe de vie. (...) Ces témoins m'ont raconté qu'ils avaient entendu dire que les massacres avaient continué» *(témoignages recueillis par Jim Dunn, dernier consul australien au Timor Oriental et président de la Commission des Droits de l'Homme du Parlement australien).*

Monseigneur Ribeiro, portugais et évêque catholique de Dili à l'époque, n'appréciait pas beaucoup le Fretilin. Après l'invasion il envoya, par l'intermédiaire d'un timorais opposé au Fretilin, un message aux autorités indonésiennes:
«Vos troupes indonésiennes, avec leurs assassinats, viols et pillages sont mille fois pires (que le Fretilin***). Vos parachutistes sont descendus du ciel comme des anges mais ils se sont conduits comme des démons»*** *(cité par Geoffrey Hull, Commission Justice et Paix d'Australie).*
Condamnée par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale de l'ONU, l'Indonésie voulut montrer que c'était les timorais eux-mêmes qui demandaient l'intégration de leur territoire dans l'Indonésie. Le 31 mai se réalisa à Dili une session solennelle de «l'Assemblée Populaire du Timor Oriental» que Djakarta présente, aujourd'hui encore, comme l'acte d'autodétermination du peuple du Timor Oriental. Une loi préparée tout exprès pour la circonstance prévoyait que:
«les membres de l'Assemblée Populaire sont élus parmi les personnes résidentes dans la circonscription en question, selon les principes de consensus et du consentement, tout en tenant compte des valeurs traditionnelles et culturelles existantes ou en voie de formation dans la circonscription» *(Annuaire des Pays de l'Océan Indien, page 264).*

Cette loi rendait possible toutes les interprétations, y compris l'absence totale d'un choix démocratique, «élus» voulant dire ici «choisis» par les forces armées; c'est sur cette base que les occupants choisirent les 37 membres de «l'Assemblée Populaire» qui allait solliciter l'intégration formelle du Timor Oriental dans l'Indonésie. Il faut rappeler qu'à l'époque les forces armées indonésiennes contrôlaient seulement, et par la force, une infime partie du territoire du Timor Oriental (trois mois plus tard, selon le rapport de prêtres indonésiens qui visitèrent le territoire, elles ne contrôlaient encore que 150.000 des 650.000 habitants). Même si les membres de l'Assemblée avaient été élus démocratiquement, ils n'auraient pu l'être que par la minorité soumise à une occupation militaire étrangère.

Invitée à participer à la cérémonie, l'ONU refusa l'invitation; seulement 7 pays amis du régime indonésien se firent représenter (Arabie Saoudite, Inde, Iran, Malaisie, Nigéria, Nouvelle-Zélande et Thaïlande). Même ainsi, le représentant de l'Inde manifesta des doutes sur le caractère d'autodétermination de la cérémonie. À la fin de celle-ci les membres de l'Assemblée disparurent inopinément sans que les diplomates et les journalistes présents aient pu échanger des opinions avec eux.
En septembre, neuf mois après l'invasion, Dili fut visitée

par une délégation de prêtres indonésiens. Le rapport qu'ils élaborèrent alors, donne une première idée de l'extension du génocide:
«La population des villes et des villages occupés par les troupes indonésiennes est d'environ 150.000 personnes sur un total de 650.000 habitants (...) On nous a dit qu'environ 60.000 timorais avaient été tués jusqu'à maintenant. Nous considérions ce nombre très élevé parce que cela signifierait que 10% de la population auraient été tués. Mais lorsque nous avons soumis ces chiffres à deux prêtres de Dili, ils nous ont dit que, d'accord avec leurs estimations, le chiffre des morts serait d'environ 100.000» *(rapport de la Parlementary Library/Legislative Research Service, Australie, 22/11/76).*

Comme l'ont rapporté les prêtres indonésiens, la grande majorité de la population a manifesté à sa façon ce qu'elle pensait de la venue des indonésiens, elle l'a fait en se réfugiant dans les montagnes.

Le Conseil de sécurité...

- **Réaffirmant le droit inaliénable du peuple du Timor Oriental à l'autodétermination et à l'indépendance conformément aux principes de la Charte des Nations-Unies et à la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960,**
- **Estimant qu'aucun effort ne doit être ménagé pour créer les conditions qui permettent au peuple de Timor Oriental d'exercer librement son droit à l'autodétermination,**
- **Demande à tous les États de respecter l'intégrité territoriale du Timor Oriental ainsi que le droit inaliénable de son peuple à l'autodétermination...**
- **Demande au gouvernement indonésien de retirer sans plus tarder toutes ses forces du Territoire...**

(Conseil de sécurité, résolution 389, 22/4/76)

1977 BOMBARDEMENTS ET ENCERCLEMENTS

«Il est possible que 50.000 personnes aient été tuées (...) peut-être même 80.000. Mais pourquoi tant d'histoires?»

(Adam Malik, Ministre des Affaires Étrangères de l'Indonésie)

«Aussi forte que soit l'oppression, ils ne leur retireront pas leur idéal»

(un prêtre catholique)

Le Ministre des Affaires Étrangères de l'Indonésie, Adam Malik, déclare le 30 mars, devant des journalistes étrangers:
«Il est possible que 50.000 personnes aient été tuées pendant la guerre à Timor, peut-être même 80.000. Mais pourquoi tant d'histoires, c'était la guerre. Qu'est-ce que cela comparé aux 600.000 qui voulaient l'union avec l'Indonésie!» *(cité par Geoffrey Hull, Commission Justice et Paix Australie, 1992).*

Le Ministre des Affaires Étrangères de l'Indonésie savait très bien, lorsqu'il fit cette affirmation, que les troupes de son pays ne dominaient pas plus de 150.000 timorais, ceux qui vivaient dans les villes occupées, ce qui ne signifie pas qu'ils soient partisans de l'union avec l'Indonésie. Près de 500.000 avaient fui devant les avancées de l'armée de Djakarta et se maintenaient dans les montagnes.

En septembre l'armée indonésienne lance une grande opération militaire dans le secteur proche de la frontière (Liquiça, Maliana, Bobonaro) afin de pousser la résistance vers l'intérieur. Un journaliste français, Denis Reichle, qui était entré clandestinement dans le territoire, évalue à 38.000 le nombre de soldats indonésiens engagés dans cette bataille, nombre qui correspond au dixième des forces armées indonésiennes à l'époque. Cette information est confirmée par le Groupe des Affaires Étrangères du Parlement Australien *(rapport, 8/3/79).*

Selon des témoignages recueillis sur cette époque, les forces indonésiennes ne perdaient pas leur temps à essayer de convaincre les timorais, l'argument principal était les bombardements:
«Depuis septembre la guerre a augmenté d'intensité. Les bombardiers n'arrêtent pas de toute la journée. Des centaines de personnes meurent tous les jours. Les corps des malheureux servent d'aliment aux oiseaux de proies (si nous ne mourons pas de la guerre nous mourrons de la peste). Des villages entiers complètement détruits, des agglomérations dizimées... Barbarie, cruauté, pillage, dépravation inqualifiable de Timor. L'insécurité est totale et la terreur d'être arrêté notre pain quotidien. Les combattants du Fretilin qui se rendent sont abattus: pour eux il n'y a pas de prisons. Le génocide n'est pas loin. Toute la jeunesse valide de Timor (30% de la population) se trouve dans le maquis. Les indonésiens ne contrôlent pas plus que les villes dans un rayon de 1 ou 2 km.
La nouvelle résidence de l'évêque a été détruite par le feu des barbares. Le séminaire de Dare a été détruit. Les collèges de Maliana et Soibada ont été détruits. Timor n'a pas été intégré mais 'annexé'. Il n'a pas été libéré du communisme, il a été remis aux barbares et vendu aux indonésiens musulmans. La liberté, sous quelque aspect que ce soit, n'existe pas. Le monde nous ignore et c'est dommage... nous sommes en route vers le génocide» *(lettre d'un missionnaire, novembre 1977).*

Un autre prêtre écrit à une association de solidarité australienne:
«À Timor la violence des 'amis' indonésiens continue à s'intensifier, avec toutes espèces de conséquences terribles. Le génocide barbare d'un peuple innocent continue devant l'apparente paix totale des consciences. Timor Oriental a été victime d'une invasion, d'une conquête brutale qui laisse dans son sillage un cortège de cadavres anonymes, hommes et femmes mutilés, enfants orphelins. On maintient les consciences en paix en faisant croire que le population était communiste» *(cité par Geoffrey Hull, Commission Justice et Paix d'Australie, 1992).*

Un autre encore, écrit le 13 décembre 1977:
«Deux ans d'une lutte terrible ont créé symboles et héros, solidarité de sang et d'amitié. Aussi forte que soit l'oppression, ils ne leur retireront pas leur idéal. Au contraire, il s'exacerbera et gagnera de nouvelles motivations. (...) On voit la volonté (celle des indonésiens) ***de tout réduire à zéro. Dom José*** (l'évêque catholique portugais) ***a dit qu'ils extermineraient tous***

les hommes valides et toute la jeunesse (il le disait avec conviction, sans doute avec de bonnes raisons pour l'affirmer) et qu'il ne resterait que des cendres. La population, et cela aussi préoccupait Dom José, passerait à être considérée 'primitive'. S'il surgissait des problèmes ils seraient considérés comme problèmes entre des 'peuples primitifs', des choses sans importance. Comme ils ont fait et continuent de faire à Irian Jaya...» *(lettre d'un prêtre, 13/12/77).*

Moisés Amaral, dirigeant de l'UDT en exil, affirmera plus tard devant le Comité de Décolonisation de l'ONU:
«Ma famille comptait 37 personnes en 1975, mais en 1979 elle était réduite à 9. En moins de 3 ans j'ai perdu mes parents, 7 de mes frères, 4 beaux-frères et belles-soeurs et 15 neveux et nièces.
Mon clan, composé de plus de 600 personnes, était réduit à moins de 100 survivants» *(New York, 1987).*

L'Assemblée générale ...

- Profondément préoccupée par la situation toujours critique dans le Territoire, résultant du refus persistant du gouvernement indonésien d'appliquer les dispositions des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité (...)
- Réaffirme le droit inaliénable du peuple du Timor Oriental à l'autodétermination et à l'indépendance et la légitimité de sa lutte pour réaliser ce droit (...)
- Demande au gouvernement indonésien et aux dirigeants du Frente Revolucionária de Timor Leste Independente, de faciliter l'entrée au Timor Oriental du Comité international de la Croix-Rouge et d'autres organisations de secours, afin de permettre d'aider la population du Territoire...

(Assemblée générale de l'ONU - résolution 32/34, 28/11/77)

1978

ARMES DES PAYS OCCIDENTAUX CONTRE LES TIMORAIS

«Les indonésiens ont lancé, en un seul jour, environ 600 ou 700 bombes»

(rapport sur cette triste prison, juillet 1978 à juin 1981)

Des centaines de villages ont été *«éliminés de la surface de la terre par les bombardements»*

(un fonctionnaire indonésien cité par Jim Dunn)

Nouvelle opération militaire de grande envergure en 1978, l'opération Skylight, est commandée par le Ministre indonésien de la Défense, le général Yusuf en personne. L'objectif principal est de 'nettoyer' la région proche de Dili et de préparer la visite que le Président Suharto doit effectuer en juillet. Une nouvelle Division de 15.000 hommes est envoyée dans la région, mais c'est aux moyens aériens que Djakarta donne la priorité.

L'Australie vend 12 hélicoptères Bell Sioux et 12 avions Nomadas. La British Aérospace signe un accord pour la vente de 8 avions Hawk équipés de missiles air-sol, et le Vice-président américain, Walter Mondale, va à Djakarta vendre 16 avions A4 Skyhawk adaptés aux missions anti-guérilla.

Près de trois ans après l'invasion, des agglomérations de dimension raisonnable proches de Dili (Railaco, Remexio, Lacló), qui continuaient à résister, sont conquises grâce à l'action de l'aviation. Les principales victimes des bombardements, qui incluent l'utilisation de bombes de napalm, sont les populations civiles.

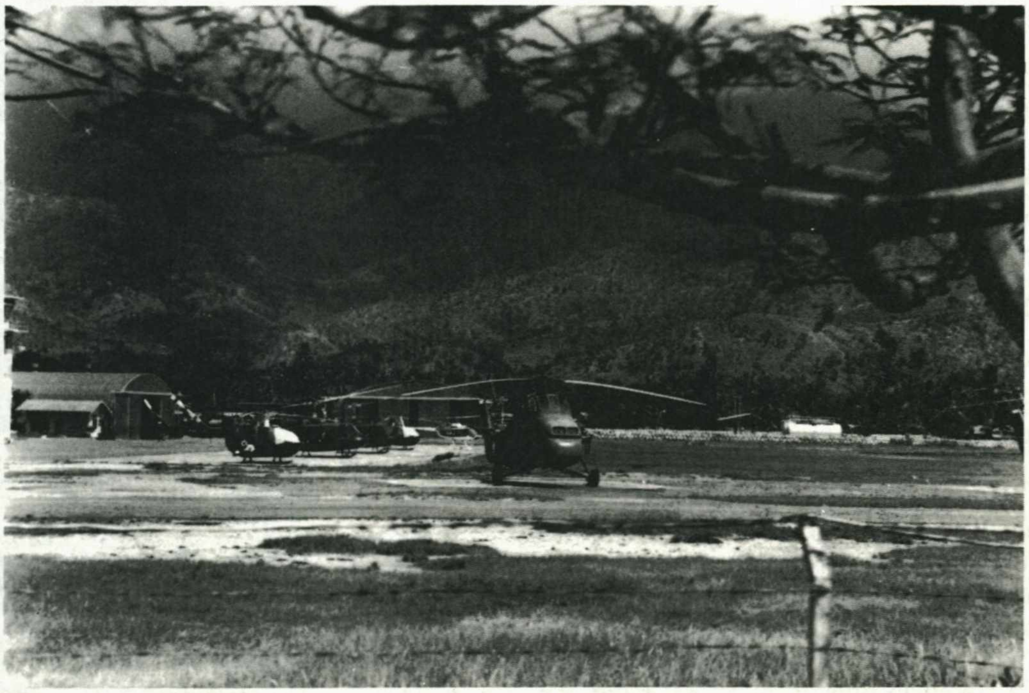
Une haute personnalité de l'administration indonésienne, qui voulut maintenir l'anonymat, citée dans un document de la Commission des Affaires Étrangères du Parlement australien, déclara que des centaines de villages avaient été ***«éliminés de la surface de la terre par bombardements et que beaucoup de noms de localités avaient disparu de la carte de Timor»*** *(Jim Dunn, Tribunal Permanent des Peuples, 1981).*

Un missionnaire portugais, le Père Leoneto do Rego, directeur de la mission de Soibada, située dans les montagnes de l'intérieur de l'île, a passé les trois premières années de l'occupation indonésienne aux côtés de ses paroissiens dans les zones contrôlées par la résistance. Après sa sortie de Timor, il a raconté l'expérience qu'il a vécu:

***«A partir de 1978 les indonésiens commencèrent à avancer beaucoup. Le Fretilin, qui manquait d'armes et de munitions, parce qu'il n'a jamais rien reçu de l'extérieur, commençait à reculer. Il y eut une grande opération d'encerclement dans ma zone, elle comprenait des débarquements de soldats indonésiens sur la côte Sud et des mouvements de troupes à partir du Nord et de l'Est. Les défenses du Fretilin commencèrent à céder et commença l'exode des populations. (...) À un certain moment nous avons réussi à traverser l'encerclement et à revenir au lieu où nous avions nos cultures et nous avons fait la récolte. Deux jours plus tards arrivèrent les avions.
(...) Les attaques successives des indonésiens obligèrent tout le monde à s'enfuir. J'étais tellement faible que les groupes passaient près de moi et je n'arrivais pas à les accompagner. (...) J'ai trouvé une carcasse de buffalo qui avait un morceau de peau soulevé, sec et plein de fourmis. J'ai décidé de le griller. Je rassemblais quelques morceaux de bambous, leur mis le feu, ce qui fit beaucoup de fumée. Lorsque la peau était bien grillée et m'excitait l'appétit apparut un garçon préoccupé de ce que j'étais en train de faire. Il me dit d'éteindre le feu à cause des indonésiens. Nous l'avons éteint et avons rejoint la famille du garçon. Ce fut ma chance! Peu de temps après deux obus de mortier tombèrent plus ou moins à l'endroit où j'avais grillé le buffalo»*** *(âgé de 65 ans et malade, le Père Leoneto do Rego s'est rendu aux indonésiens le 31/12/78).*

Un autre témoin raconte:

***«Le 23 novembre 1978, dans les monts de Uadaboro, dans la chaîne de Matebia dans la partie Est de l'île, ont été tués par rafales de mitrailleuses environ 1.500 personnes y compris des femmes enceintes et des enfants de tous âges. Le massacre eût lieu après que les troupes indonésiennes aient attiré et trompé ces personnes en leur disant qu'elles 'venaient uniquement pour aider le peuple de Timor'. La même chose s'est passée à Taipo, où 300 personnes ont été tuées de la même façon, et aussi en beaucoup d'autres endroits, bien qu'en plus petits nombres.
Dans les bombardements aériens ils utilisent toutes sortes de bombes, sans exclure celles de napalm. Les attaques sont, dans la plupart des cas, dirigées contre***



les zones où se concentre la population. Près du Mont Matebian, ils ont lancé, en un seul jour, environ 600 ou 700 bombes.

En ce moment, dans chaque poste, meurent 70 à 80 personnes par jour. L'intention de l'ennemi semble être l'annihilation de la race timoraise. Parfois quelques-uns de ces malheureux sont autorisés à se rendre dans la forêt pour aller chercher des tubercules pour tuer leur faim; au retour, ils sont accusés d'avoir pris contact avec les guérrilleros et, ensuite, fusillés» *(rapport de cette triste prison, daté de 1981).*

Le 31 décembre une force d'élite de 2.500 commandos réussit à encercler Nicolau Lobato, Président du Fretilin, et à le tuer. Étant donné la légende créée autour de ce dirigeant charismatique, les indonésiens pensent - et annoncent - que les forces rebelles ont cessé d'exister.

La Conférence des Ministres des Pays Non-Alignés, réunie à Belgrade, reprend le contenu des résolutions du Conseil de sécurité et exige le retrait des forces armées indonésiennes du Timor Oriental.

L'Assemblée générale de l'ONU adopte, une fois de plus, une résolution et lance un appel au Conseil de sécurité, lequel restera sans effet parce que les grands pays occidentaux, alliés de l'Indonésie, bloquent tout ce qui déplaît à leur allié.

L'Assemblée générale ...

- **Profondément préoccupée par la situation toujours critique qui existe dans le territoire par suite du refus persistant du gouvernement indonésien d'appliquer les dispositions des résolutions pertinantes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, (...)**
- **Appelle l'attention de Conseil de sécurité, conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la Charte des Nations Unies, sur la situation critique qui existe dans le Territoire du Timor Oriental, et lui recommande de prendre toutes les mesures efficaces voulues en vue de l'application de ses résolutions 384 (1975) et 389 (1976), afin de permettre au peuple du Timor Oriental d'exercer pleinement son droit à l'autodétermination et à l'indépendance...**

(Assemblée générale de l'ONU - résolution 33/39, 13/12/78)

1979

FAMINE: L'AIDE INTERNATIONALE DÉVIÉE

«Plus de 100.000 personnes dans un état d'inanition complète»

(un diplomate qui a visité plusieurs camps)

Une situation *«aussi mauvaise qu'au Biafra et potentiellement aussi grave qu'au Cambodge»*

(David Delaprez - Croix Rouge Internationale)

À la fin de 1978, des diplomates, des journalistes et des responsables d'organisations humanitaires furent invités à visiter le Timor Oriental. Ce que l'Indonésie leur montra, plaçait le Timor Oriental au rang des pires catastrophes provoquées par des hommes. L'ambassadeur du Canada qui avait pu visiter le camp de Remexio déclara aux journalistes:
«Les habitants sont dans une situation déplorable. Dans beaucoup de cas ils sont au point de mourir de faim, désespérément malades, ils ont besoin d'aide immédiate en termes d'alimentation, habits et assistance médicale élémentaire».
Les diplomates qui participèrent à la visite lancèrent un cri d'alarme:
«Plus de 100.000 personnes se trouvent dans un état d'inanition complète».

Frank Carlin, responsable du Catholic Relief Services (CRS) des USA, confia au journaliste australien Peter Rodgers que les problèmes de la famine à Timor sont ***«les pires»*** qu'il avait rencontré en 14 ans de travail en Asie. David Delaprez, de la Croix Rouge Internationale, estima que la situation est ***«aussi mauvaise qu'au Biafra et potentiellement aussi grave qu'au Cambodge»*** *(Sidney Morning Herald, 1/11/78).*

Malgré les appels envoyés au gouvernement indonésien et l'invocation des «dispositions des accords de Genève', la Croix Rouge Internationale était empêchée, depuis le 7 décembre 1975, de revenir au Timor Oriental. En 1979, après les appels émis par les diplomates qui avaient visité le territoire et des pressions de plusieurs gouvernements, en particulier celui des USA, et aussi l'envoi d'aides matérielles par plusieurs de ces gouvernements, l'Indonésie autorise l'entrée de l'aide internationale et de trois délégués du Comité International de la Croix Rouge (CICR) mais impose des limites à leur action:
«Toute l'aide doit passer par les gouvernements central et régional, et les subsides pour les opérations humanitaires doivent être transmis à la Croix Rouge indonésienne qui est responsable pour ce travail» *(Mochtar, Indonesian Embassy Newsletter, juin 1979).*

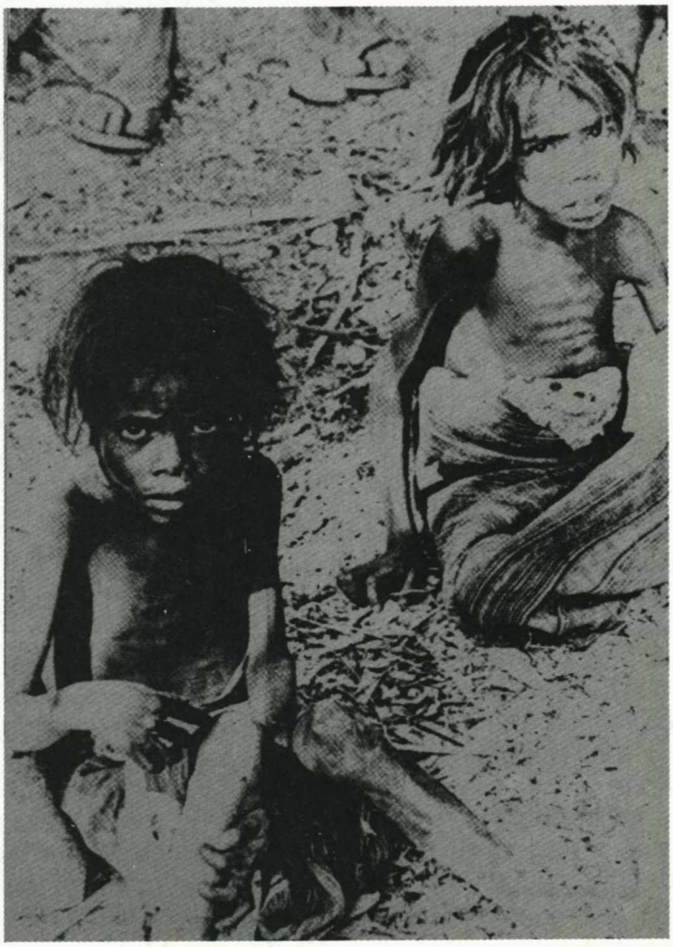
Le CICR se soumet aux conditions qui lui sont imposées. Les déplacements des trois fonctionnaires suisses sont limités et soumis à autorisations préalables. Dans les 13 camps qu'ils sont autorisés à visiter ont été régroupées 75.000 personnes; 60.000 se trouvent dans un état alarmant de sous-nutrition et parmi elles, disent les délégués de la Croix Rouge, 20.000 ne devraient pas échapper à la mort.

Le Secrétaire d'État Adjoint des USA, Holbroocke, estime alors que le nombre de personnes vivant dans des camps soumis à une étroite surveillance s'élève à 200.000 *(USAID - Agence Américaine pour le Développement International - Situation Report n.1, 19/10/79).*

Les restrictions imposées par le gouvernement permettent aux forces armées indonésiennes de s'approprier, directement et indirectement, d'une partie de l'aide internationale. L'absence de fonctionnaires internationaux oblige à avoir recours à la Croix Rouge indonésienne pour la distribution de l'aide internationale et même à l'armée d'occupation pour son transport, qui est facturé à des prix exhorbitants *(850 dollars américains pour la location d'une heure d'hélicoptère - David Jenkins).*

En janvier, peu de temps après l'arrivée d'un bateau australien chargé d'aide internationale, les médicaments offerts par la Nouvelle-Zélande se trouvent en vente dans les magasins Vong Vi Vung à Dili; il en est de même pour l'aide alimentaire:
«Des sacs de riz, portant l'inscription 'pour distribution gratuite' étaient vendus à des prix qui oscillaient entre 12.500 et 18.000 roupies à Dili, 25.000 à Laga et 30.000 à Baucau» *(ACFOA, 12/7/79).*

L'action du CICR se prolongea durant 18 mois, mais en avril 1981 les autorités ne renouvelèrent pas les



autorisations parce qu'elles préparaient l'opération 'Keamanan' (sécurité). Les timorais reconnaissent en général que la présence de la Croix Rouge Internationale amenait les forces armées indonésiennes à modérer leur violence. Mais, puisque cette présence était habituellement limitée à la seule ville de Dili, elle n'empêchait pas que des massacres collectifs aient lieu dans d'autres points du territoire.

Antonino Tavares, un infirmier timorais aujourd'hui réfugié au Portugal, a travaillé pour le Catholic Relief Services et pour l'UNICEF. Les aides canalisées par l'UNICEF, dit-il, étaient obligatoirement confiées à des indonésiens qui les administraient. Dans les projets d'adduction d'eau dans lesquels A.Tavares a participé, c'était des médecins indonésiens qui recevaient les fonds, ils devaient prendre contact avec les autorités pour convoquer la population pour l'exécution des travaux. Les autorités réunissaient les gens pour le 'Gottong Royong', nom donné par les indonésiens au 'travail volontaire', et les fonds destinés à payer les jours de travail étaient distribués entre les autorités et le médecin. Un jour, ajoute A.Tavares, l'UNICEF a protesté parce que les militaires présentaient des dépenses pour changements de pneus excessivement exagérées: six ou sept fois par an.

> **L'Assemblée générale ...**
>
> - **Réaffirme le droit inaliénable du peuple du Timor Oriental à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux; (...)**
> - **Déclare que le peuple du Timor Oriental doit avoir la possibilité de déterminer librement son propre avenir, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies; (...)**
> - **Exprime sa très profonde préoccupation devant les souffrances subies par le peuple du Timor Oriental du fait de la situation qui règne actuellement dans le Territoire (...)**
> - **Demande à toutes les parties intéressées de faciliter l'arrivée dans le Territoire de secours internationaux afin de soulager les souffrances du peuple du Timor Oriental...**
>
> *(Assemblée générale de l'ONU - résolution 34/40, 21/11/79)*

1980

RÉSISTER AU GÉNOCIDE

«Au long de ces six années... un nombre de victimes supérieur à 200.000 personnes»

(document collectif des religieux du Timor Oriental)

«À chaque vague de répression succède une nouvelle augmentation de la lutte»

(un timorais, ex-prisonnier)

Les forces armées indonésiennes contrôlent finalement toutes les villes et villages. Jugeant qu'elle a atteint l'essentiel de son objectif, l'Indonésie se tourne vers l'extérieur afin d'améliorer son image. Elle organise un recensement pour démentir les informations selon lesquelles elle aurait perpétré un génocide au Timor Oriental.

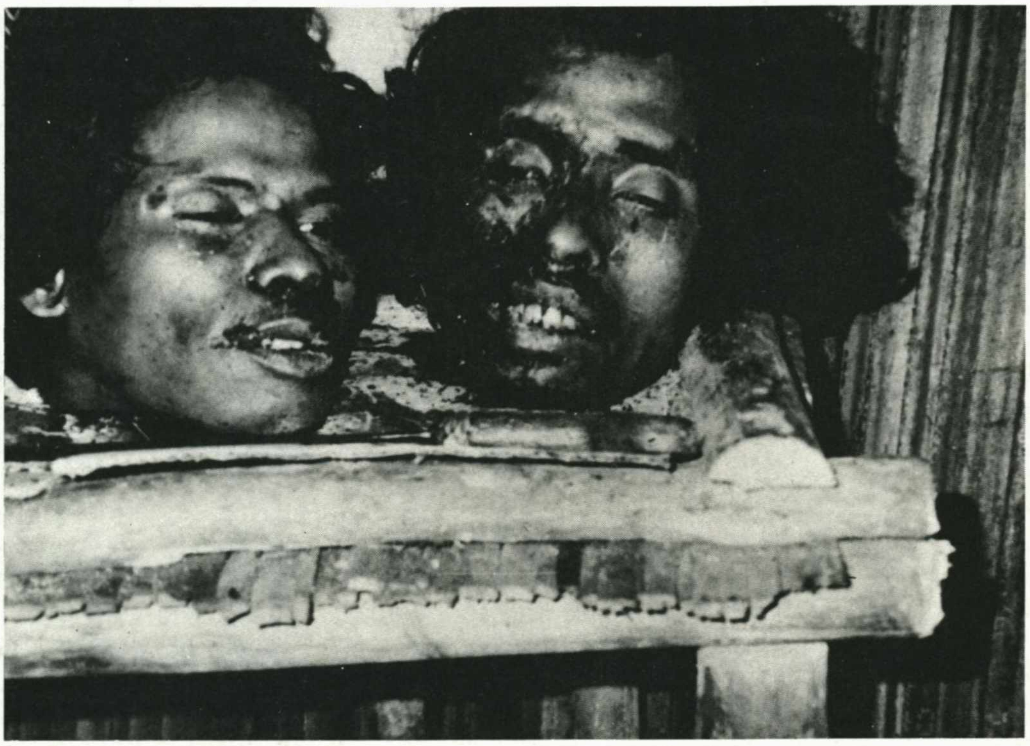
Le recensement effectué par le Portugal en 1974 avait compté 650.000 habitants. Le journaliste américain Rod Nordland du Philadelphia Enquirer, prix Pullitzer pour un reportage sur Timor, fait noter qu'en 1974 le gouvernement portugais demandait aux gens de se rendre au centre administratif pour y être recensés et un certain nombre de ceux qui vivaient dans les montagnes n'entreprenaient pas le voyage. C'est pour cette raison que la population fut alors estimée à 680.000 habitants.

Au contraire, en 1980 l'Indonésie est intéressée à présenter un nombre élevé, comptant évidemment les fonctionnaires et commerçants indonésiens qui sont arrivés dans le sillage des militaires. Selon les indonésiens, en 1980, les habitants du Timor Oriental sont 555.350, le même chiffre, disent-ils, que six ans auparavant. En réalité ce chiffre signifierait une chute brutale de plus de 100.000 comparé aux 680.000 de 1974; mais une haute personnalité indonésienne aurait même confié à Jim Dunn que le chiffre réel du recensement de 1980 ne dépassait pas les 400.000 habitants *(déclarations de Jim Dunn devant le Tribunal des Peuples, 1981).*

L'Église catholique du Timor Oriental contesta le chiffre annoncé par les indonésiens et Mgr Costa Lopes, administrateur Apostolique du Diocèse, demanda aux prêtres de réaliser leur propre recensement dans les paroisses. Le résultat obtenu fut de 425.000 habitants, une perte de 255.000 en six ans, sans prendre en considération le taux élevé de la croissance démographique chez les timorais.

L'année suivante, ayant été invités à participer à une rencontre des Supérieurs religieux catholiques d'Indonésie, les religieux du Timor Oriental présentèrent à cette assemblée un document où ils déclarent:
«La tragédie du peuple du Timor Oriental qui s'est prolongée au long de ces six années a fait un nombre de victimes supérieur à 200.000 personnes.
Nous devons conclure que l'armée indonésienne, qui a libéré l'Indonésie du pouvoir colonial d'une façon qui a causé l'étonnement, ne libèrera jamais le peuple du Timor Oriental de sa condition coloniale pour l'autonomie et l'indépendance nationales parce que sa situation et réalité sont très différentes.
Ce qui s'est passé durant ces dernières cinq années est significatif: invasion, guerre, pillage, destruction de le population indigène, soumission territoriale, exploitation coloniale, expulsion de la population indigène qui est remplacée par des personnes venues d'autres îles, occupation militaire, tentatives de mobilisation massive des personnes (entre 12 et 55 ans) pour qu'elles fassent la guerre entre elles.
Actuellement, comme d'ailleurs depuis le début, la volonté du peuple du Timor Oriental est d'avoir le droit de choisir son propre avenir, et non les massacres pratiqués par ses voisins» *(réflexion collective des religieux du Timor Oriental, 31/7/81).*

Le génocide n'a pas mis les timorais à genoux. Au grand étonnement des occupants, le 10 juin, anniversaire de la fête nationale portugaise, les installations de la radio et de deux casernes de Dili sont attaquées par des hommes armés. L'attaque a été menée par des habitants de Dili que l'armée indonésienne jugeait soumis. La réaction des forces d'occupation fut violente. Un timorais qui fut emprisonné au Commandement militaire 'Mes Korem' après ces évènements a décrit la vie dans les prisons:
«Voici quelques-unes des méthodes de torture appliquées aux prisonniers politiques: chocs électriques; mettre les doigts-de-pieds sous les pieds de chaises sur lesquelles ils s'assoient jusqu'à



arracher les ongles; soulever des poids durant des heures entières, sous le soleil; coups de fouets; coups de poings dans l'estomac et la poitrine jusqu'à ce que le sang sorte par le nez et par la bouche; brûlures de cigarettes sur la figure et sur le sexe, aussi bien pour les hommes que pour les femmes, durant la nuit 'elles' sont victimes de tortionnaires animalesques au point que plusieurs sont sorties de prison avec des enfants. Ils arrachent les crucifix de notre cou et ordonnent de les piétiner; lorsque nous refusons pleuvent coups de poings et coups de pieds.

Après deux mois et demi de cet enfer ils nous conduisirent à la prison de Caicoli. Là, tous les mardis, vers 9 heures du soir, ils emmenèrent par groupes de 5 à 10, environ une centaine de compagnons. Nous ne savons pas s'ils sont vivants ou morts.

En tout ce cycle, s'est solidifiée la volonté de plus en plus ferme de lutter pour la libération nationale, pour la construction d'un Timor meilleur pour ses enfants. À chaque vague de répression succède une augmentation de la lutte. C'est un peuple tout entier qui résiste» *('Mes Korem', 28/2/85).*

L'Assemblée générale...

- **Profondément préoccupée par les souffrances que ne cessent de causer au peuple timorais les hostilités qui se prolongent dans le Territoire,(...)**
- **Accueille avec satisfaction l'initiative diplomatique prise par le gouvernement portugais, qui marque un premier pas vers le libre exercice par le peuple du Timor Oriental de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, et prie instamment toutes les parties directement intéressées de coopérer pleinement en vue de créer les conditions nécessaires à l'application rapide de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale...**

(Assemblée générale de l'ONU - résolution 35/27, 11/11/80)

1981 NOUVEL ÉLAN DE LA RÉSISTANCE

«La population est obligée de servir de bouclier pour les troupes indonésiennes... de tout côté on sent un nouvel élan de la résistance»

(un prêtre)

«Je me sens dans l'impérieuse nécessité de dénoncer le génocide pour que, si nous mourons, le monde sache au moins que nous mourons debout»

(Mgr Costa Lopes)

Après avoir regroupé la quasi totalité de la population dans les villes et villages surveillés, l'armée indonésienne veut dominer aussi les esprits. La répression devient plus sélective cherchant à éliminer tous ceux qui sont supposés être porteurs ou continuateurs de l'esprit de résistance: les cibles privilégiées sont tous ceux qui ont reçu une certaine instruction et ceux qui ont de la famille dans le maquis.

«L'erradication de la classe intellectuelle est dans les objectifs des envahisseurs. Pratiquement toutes les personnes instruites ont été éliminées ou sont en voie de l'être» *(lettre d'un prêtre, janvier 1981).*

«Au poste de Uatolari, dans le District de Viqueque, tous les garçons qui avaient comme formation minimun la deuxième année d'instruction primaire ont été exterminés» *(rapport de la résistance, juillet 1981).*

les familles de résistants sont particulièrement visées: 4.000 personnes qui avaient de la famille dans le maquis ont été déportées dans l'île de Ataúro, une petite île au nord de Dili, où beaucoup moururent de faim. L'Indonésie rapatriera la plupart des déportés en 1984 parce que Ataúro s'était transformé en une vitrine d'exposition des violations des droits de l'homme et suscitait les pressions d'organisations humanitaires et de divers gouvernements.

Pour convaincre les timorais qu'il est inutile de résister, le commandement militaire décide d'entreprendre une grande opération militaire à laquelle participeront tous les timorais du sexe masculin âgés de 12 à 55 ans. Ils forment d'immenses cordons humains obligés à participer à l'encerclement des zones où la résistance mène la guérilla. L'objectif des indonésiens est que la population timoraise soit à la fois témoin et responsable de l'annihilation de la résistance.

Entre 30.000 et 50.000 hommes (selon les sources) forment:

«plusieurs cercles avec les divers bataillons et la population est obligée de leur servir de boucliers... des lignes de population et des lignes de militaires indonésiens, en cercles, autour des noyaux de résistance de la guérilla.

Ils formèrent, autour du Mont Santo António, plusieurs cercles. Beaucoup de témoins racontent que, à un certain moment, les guérilleros du Fretilin s'approchèrent de la population et dirent qu'ils ne voulaient pas leur faire de mal et qu'ils devaient se retirer parce que c'est les indonésiens qu'ils attendaient. La plupart des gens disaient que le Fretilin avait des armes puissantes et qu'ils faisaient peur aux types (indonésiens). Mais la population ne pouvait pas bouger. Les types leur disaient: 'vous serez tués, par les uns ou par les autres, par eux ou par nous'. Les guérilleros du Fretilin dirent alors à la population: 'nous lutons pour le peuple et non contre le peuple'. Et beaucoup furent tués lorsqu'ils ne pouvaient déjà plus faire feu sans atteindre leur peuple. Cet épisode semble être un des faits les plus marquants dans la mémoire de tous ceux qui sont allés là et qui reviennent maintenant».

«Les membres de la population du maquis et de la résistance qui ne réussirent pas à échapper à l'encerclement furent purement et simplement massacrés devant tout le monde, par rafales d'armes à feu, coups de couteaux; des enfants de tout âge étaient démembrés, les femmes enceintes éventrées et les bébés qui allaient naître écrasés ou coupés en morceaux. Des témoins racontent que même quelques soldats indonésiens pleuraient».

«Un phénomène que je vérifie ces jours-ci et qui est impressionnant, c'est que l'on ne note aucune dimi-

nution dans la détermination des timorais, soit à cause des déportations, soit à cause de la brutalité des récents massacres... Au contraire, on sent partout une nouvelle vigueur, autant des énergies que de la détermination pour la résistance et pour la lutte pour l'indépendance; c'est la conclusion à laquelle on arrive écoutant jeunes et vieux... ces derniers jours» *(journal d'un missionnaire, septembre-octobre 1981).*

Le 13 octobre, Mgr Costa Lopes dénonce publiquement le massacre du Mont Santo António:
«Le 13 octobre 1981, devant une foule estimée entre 12.000 et 15.000 personnes, j'ai jugé opportun de dénoncer pour la première fois la mort de 500 timorais qui, à peine s'étaient-ils rendus, furent cruellement assassinés».
Après la cérémonie, le chef du Diocèse est convoqué par le commandant militaire qui le critique pour ces paroles. Mgr Costa Lopes répond:
«Je me sens dans l'impérieuse nécessité de dénoncer au monde entier, comme je l'ai fait cet après-midi, le génocide qui se pratique à Timor, afin que, si nous mourons, le monde sache au moins que nous mourons debout» *(témoignage écrit de Mgr Costa Lopes).*

L'Assemblée générale...
- **Profondément préoccupée par les souffrances du peuple du Timor Oriental et par des informations faisant état d'une situation dramatique due à la famine qui, de nouveau, sévit dans le Territoire,**
- **Rappelant le communiqué du conseil des ministres du Portugal, publié le 12 septembre 1980, dans lequel la Puissance administrante s'est engagée à entreprendre un vaste programme en vue d'assurer intégralement et rapidement la décolonisation du Timor Oriental, (...)**
- **Demande à toutes les parties intéressées, à savoir le Portugal, en sa qualité de puissance administrante, et les représentants du peuple du Timor Oriental, ainsi qu'à l'Indonésie, de coopérer pleinement avec l'Organisation des Nations Unies en vue de garantir au peuple du Timor Oriental le plein exercice de son droit à l'autodétermination...**

(Assemblée générale de l'ONU - résolution 36/50, 24/11/81)

1982 SURVEILLANCE GÉNÉRALISÉE

«la résistance continue à exister grâce aux habitants qui l'appuient»

(documents militaires indonésiens)

«Il faut surveiller..., suivre..., interdire..., vérifier...»

(idem)

Deux documents militaires indonésiens , capturés par la guérilla, sortent de Timor. Amnesty International se charge d'établir leur authenticité. Il ne pourrait pas y avoir de meilleure preuve de la résistance de l'ensemble de la population timoraise devant les occupants.

Ces deux cahiers de recommandations destinées aux militaires en mission au Timor Oriental révèlent ce que le commandement militaire pense du GPK, initiales indonésiennes du 'Mouvement de Déstabilisation de la Sécurité', nom par lequel les indonésiens nomment la résistance timoraise:
«Les membres du GPK sont fils du peuple et représentent les aspirations du peuple (...) ils ont un esprit de combat très militant et agissent avec sécurité, esprit de sacrifice et rapidité».

Quant aux timorais recrutés par l'armée indonésienne:
«Apparemment ils sont membres de l'armée indonésienne mais, en réalité, ils continuent à être sympathisants du GPK»

Il en est de même pour la population civile:
«C'est un fait que le GPK continue à exister grâce aux habitants qui, dans les zones pacifiées (c'est-à-dire contrôlées par l'armée indonésienne, selon le langage de celle-ci) ***lui fournissent appui logistique, informations et cachettes».***

Aux militaires il ne reste qu'à surveiller et réprimer; les documents donnent pour cela des instructions significatives:
«Il faut faire des listes de tous les villageois, surtout de ceux qui, dans le passé, ont appuyé le Fretilin;
Il faut surveiller les fonctionnaires publics qui, une fois ou l'autre, s'expriment de façon négative;
Il faut suivre les personnes qui ont encore des relations avec le GPK par des méthodes de vigilance quotidienne;
Il faut faire une liste complète des habitants des villages mentionnant les occupations de chacun d'entre eux;
Il faut nommer un informateur pour chaque groupe de 10 familles;
Il faut interdire aux habitants d'aller travailler seuls dans les champs;
Il faut vérifier parmi la population de chaque village quels sont ceux qui ont encore de la famille dans le maquis, prendre note de leurs noms, âges, indication du lieu où se trouvent leurs épouses, frères, enfants...».

Les mesures de surveillance sont insuffisantes et conduisent, naturellement, à d'autres plus violentes, perquisitions, détention de suspects et tortures:
«Pour que les perquisitions atteignent leur résultat il faut que leur plan soit secret;
Durant la perquisition les personnes ne doivent pas bouger, sinon elles sont considérées membres du GPK;
Si la perquisition est faite pendant la nuit ceux qui fuient sont considérés comme membres du GPK».

Si les prisonniers ou les suspects se montrent ***«têtus»*** lorsqu'ils sont interrogés ou ***«s'ils donnent des réponses vagues et peu claires»***, pourront être utilisés des procédés ***«durs»*** ou ***«brutaux»***. Dans ces cas, ***«personne ne doit le savoir, pour éviter l'antipathie de la population». «Il faut éviter les photos qui montrent les tortures»*** *(Kodim 1628/06, Bakau, Timtim; Baurah).*

En décembre un prêtre écrit:
«Les arrestations et les disparitions continuent au même rythme. Dans les zones de Ainaro, Same, Alas, des centaines de personnes ont été arrêtées, ont disparu, ont été massacrées (...)
Des villages et des écoles sont réduits en cendres devant l'angoisse des missionnaires qui les avaient construites: des centaines et des centaines de personnes arrivent enchaînées à l'île de Ataúro.
Scènes macabres, spécialité javanaise au Timor Oriental: couper les têtes et les exposer en public; le commandant apparaît pour donner plus de solennité à l'acte et se fait photographier parmi les dépouilles; traîner les cadavres dans les rues des agglomérations, tirés par une voiture et, ensuite, les brûler devant la population réunie sur la place du marché; brûler purement et simplement les personnes vivantes, comme ils ont fait récemment à Ainaro. À Manatuto, le 11 novembre dernier, vers 3 heures de l'après-midi, les

commandos indonésiens présentent à la population 3 ou 4 têtes coupées; un militaire soulève une de ces têtes qui semble être celle d'une fillette, il la soulève par les tresses; ensuite un autre militaire avance vers la tête et y enfonce un poignard; puis il fait tourner le poignard pour élargir le trou, retire la lame, saisit la tête et boit ce mélange de sang et de cervelle... c'est cela qui se passe à Timor, c'est cela que fait l'armée régulière indonésienne» *(lettre, 28/12/82).*

L'Indonésie continue à affirmer qu'elle est entrée à Timor pour aider une population misérable. Le même missionnaire conteste cet argument:

«Si le peuple du Timor Oriental est un peuple pauvre, pourquoi continuent-ils à le piller depuis 7 ans? Si c'est un peuple affamé, et c'est vrai, pourquoi les ont-ils obligés à se concentrer dans des agglomérations artificielles le long des routes, loin de leurs jardins, champs et plantations? Si c'est un peuple analphabète... pourquoi ont-ils assassiné en masse ceux qui avaient de l'instruction; pourquoi ont-ils massacrés en priorité les étudiants, sous le prétexte qu'ils étaient communistes?

Si le peuple est content avec l'intégration, s'il désire être une colonie indonésienne, que font ici tant de Bataillons d'élite des divers rameaux des forces armées, de la police, et un appareil colossal de personnes payées pour écouter et suivre de près, jour et nuit, le plus simple des habitants?

Que signifient les innombrables camions, voitures et motos avec matricules militaires qui roulent continuellement dans les rues et sur les routes?

Si le peuple est content et si son problème est résolu avec l'annexation, que font tous les tanks qui patrouillent les rues de Dili la nuit?» *(lettre, 28/12/82).*

Dans cette ambiance de surveillance et de peur des représailles, rares sont ceux qui peuvent s'exprimer, même devant des visiteurs étrangers. Le dirigeant de l'Église catholique du Timor Oriental est l'exception et il ne manque pas de le faire devant une mission du Conseil Oecuménique des Églises qui, en 1982, a obtenu l'autorisation de visiter Timor. Toujours accompagnés par les officiers de la sécurité indonésienne, les membres de la mission n'ont pas réussi à s'en séparer, pas même pour leur visite à Mgr Costa Lopes.

Le dirigeant de l'Église catholique de Dili n'a pas hésité à parler en présence des officiers de la sécurité et a osé critiquer les aspects négatifs de la politique du gouvernement indonésien, il a conclu que le problème du Timor Oriental n'est pas un problème militaire mais un problème politique et humanitaire, et que, en conséquence, il ne se résoudra pas à coups-de-feu.

(rapport de la mission du Conseil Oecuménique des Églises, 1982)

1983 CONVERSATIONS ET ULTIMATUM

Le colonel Purwanto, commandant militaire de Timor, propose des négociations, mais le général B.Murdani y met fin.

«Notre armée est prête à vous détruire»

(général B. Murdani, message à Xanana Gusmão)

En mars 1983, le colonel Purwanto, commandant militaire du Timor Oriental, propose des négociations à la résistance qui avait fortement accru son activité. Au sein des forces armées indonésiennes il y avait même des signes de lassitude et de rébellion. Mgr Costa Lopes a affirmé:
«En 1981, près de Bazartete, à peu de kilomètres de Dili, beaucoup de militaires indonésiens, après avoir remis leurs armes au Fretilin, refusèrent fermement de combattre. Ils furent tous condamnés par un tribunal militaire 'ad-hoc'» *(Mgr Costa Lopes, Diário de Notícias, Lisbonne, 3/7/83).*

Proposer des négociations, offrir aux dirigeants des conditions favorables et laisser la situation se détériorer, fut sans doute l'idée des autorités d'occupation. Le général Yusuf, alors Ministre de la Défense, se rappelait que, 20 ans plus tôt, lorsqu'il était commandant militaire de l'île de Sulawesi, il avait utilisé ce stratagème pour mettre fin au mouvement séparatiste de cette île.

Xanana Gusmão accepta des conversations préliminaires, qui eurent lieu les 21 et 23 mars en territoire contrôlé par la résistance. Une banderolle 'R.D.T.L. (République Démocratique de Timor-Leste, nom adopté lors de la déclaration unilatérale de l'indépendance, quelques jours avant l'invasion) et le drapeau du Fretilin, qui dominaient la scène, démentiront plus tard la thèse indonésienne selon laquelle ces conversations visaient la reddition de la guérilla. Durant les conversations, Xanana Gusmão pose deux conditions préalables à la réalisation de négociations sur le fond du problème: un cesser-le-feu et tenir le Secrétaire général des Nations Unies informé sur les négociations.

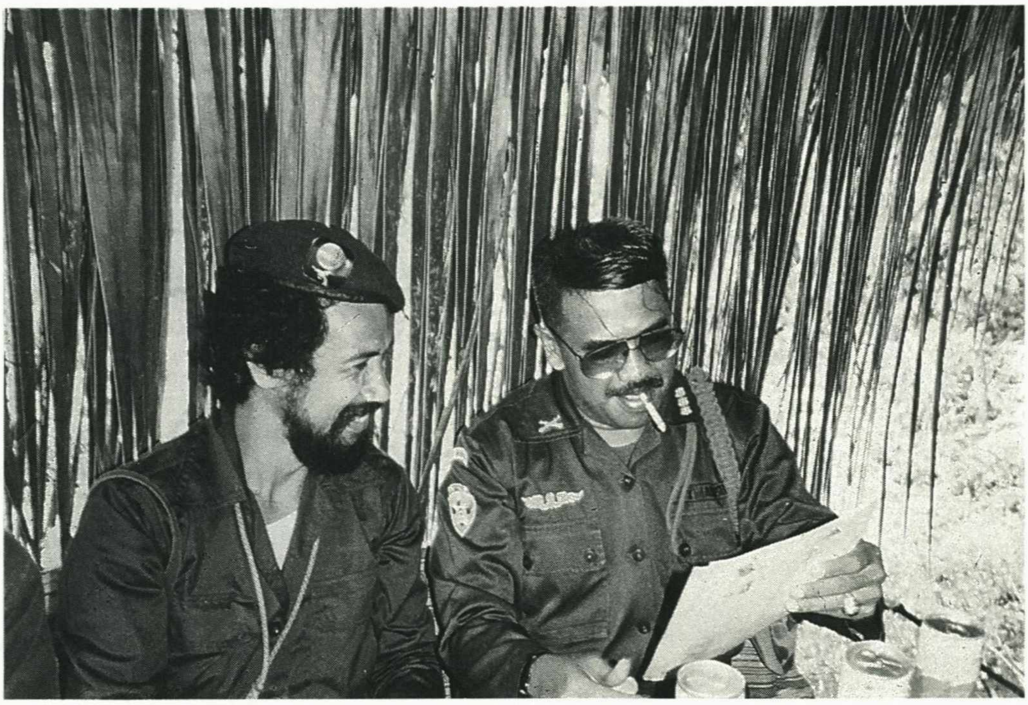
Le colonel Purwanto appuie sans difficulté le cesser-le-feu; il espère que, reprenant contact avec leurs familles et la vie normale, les guérilleros abandonneront la lutte. Quant à l'information au Secrétaire général de l'ONU, dit-il, cela dépend du gouvernement de Djakarta, et il demande pour attendre la réponse.

Les indonésiens profitent de l'arrêt des combats pour divulguer l'idée que les timorais ont abandonné la lutte. Une mission parlementaire australienne invitée à visiter Timor appuie la thèse indonésienne. Bill Morrison, qui dirige la mission, refuse d'accompagner des guérilleros désarmés qui interceptent sa voiture et l'invitent à visiter un camp proche où l'attendent les dirigeants de la résistance; mais il rédige un rapport élogiant les militaires indonésiens ***«qui utilisent la persuasion au lieu des armes».***

Les timorais avaient les plus grandes difficultés à communiquer avec l'extérieur. Les premières informations sur un accord de cesser-le-feu sont catégoriquement démenties par l'Indonésie et les timorais n'avaient pas les moyens de prouver ni le cesser-le-feu ni les conversations. Une opportunité surgit inespérément en conséquence d'une demande de démission que le gouvernement indonésien avait fait au Vatican deux ans plus tôt, à la suite des dénonciations publiques du massacre du Mont Santo António faites par l'évêque. L'acceptation de la démission de Mgr Costa Lopes par le Vatican n'arrive qu'en Mai 1983, permettant que, lorsqu'il quitte Timor, l'évêque soit porteur non seulement de la confirmation mais surtout des photos qui prouvent l'existence des conversations.

En juin, le général Benny Murdani, entre-temps nommé commandant-en-chef des forces armées indonésiennes, lance un ultimatum à la résistance timoraise. Dans un message à Xanana Gusmão il affirme:
«notre armée est prête à vous détruire si vous n'êtes pas disposés à coopérer avec notre République», *(juin 1983)*, et il fixe le mois d'août comme date limite pour la reddition.

Quelques guérilleros qui, selon les termes du cesser-le-feu, étaient revenus désarmés dans les villages, sont abattus. Bien qu'il s'agisse de cas marginaux, ils donnent crédibilité aux menaces de B.Murdani.



En août la direction de la résistance anticipe la date limite du cesser-le-feu et donne des indications aux milices de timorais armés par l'Indonésie, pour qu'elles rejoignent la résistance dans le maquis. L'Indonésie organise des opérations de représailles dont le cas de Cráras-Bibiléu est exemplaire.

La milice de Cráras, camp où se trouvaient regroupées les populations de plusieurs villages de l'arrondissement de Bibiléu, décide de se joindre à la guérilla. Avant de le faire ils tuent les soldats du peloton indonésien et récupèrent leurs armes. Les jours suivants l'armée indonésienne massacre la plus grande partie de la population, sans défense, et les survivants sont emmenés dans un nouveau camp-village, à Klalerek-Mutin.

Un prêtre qui, plus d'un an après, a réussi à visiter Klalerek-Mutin, écrit:

Quelques chiffres sur Klalerek-Mutin:

Concentrés à Klalerek-Mutin:		**1983**
Nombre de morts		**1278**
Desaparecidos		**56**
Disparus		**46**
Veufs		**122**
Órphelins de mère:		
	garçons	**25**
	filles	**27**
Órphelins de père:		
	garçons	**43**
	filles	**181**
Assistence Sanitaire:		
	médecins	**aucun**
	infirmiers	**aucun**
	médicaments	**rien**

Reçu pour les travaux agricoles:		
	pieux	**6**
	coupes-coupes	**10**
	pioches	**20**
Semences:		
	maïs	**6 sacos**
	riz	**9 sacos**

Maladies:

béribéri, paludisme, blessures, toux, pneumonies, tuberculose, rachitisme, faiblesse.

Situation de famine et de misère extrêmes.

Novembre 1984

1984

VILLAGES STRATÉGIQUES – LA FAMINE COMME ARME

Pour des raisons militaires les populations ne peuvent pas sortir des camps. Les services de garde et les travaux imposés par les militaires ne laissent que peu de temps et de forces pour les travaux agricoles indispensables à la subsistance.

Afin d'isoler la guérilla, l'armée indonésienne maintient la population dans des camps surveillés et empêche les habitants de sortir ou de circuler librement. Puisque la principale fonction des camps est stratégique, ils ont été créés au long des routes ou dans des lieux qui facilitaient la surveillance, sans se préoccuper des ressources agricoles existantes. Les populations obligées d'abandonner les terres de culture auprès desquelles elles s'étaient fixées, ne disposent la plupart du temps que de terres peu aptes ou même impropres à l'agriculture. Le riz, base traditionelle de l'alimentation doit être remplacé par le maïs dont la culture est moins exigente.

Outre la qualité des terres il y a aussi une diminution de leur quantité, et cela pour diverses raisons:

- la première est, une fois de plus, la vigilance. Les militaires limitent l'espace qui peut être cultivé à une ceinture autour des habitations, plus ou moins large selon la configuration du terrain ou l'activité de la guérilla dans la zone. La largeur de cette ceinture varie entre 50 mètres et 2 kilomètres; ses mesures les plus fréquentes se situent entre 200 et 500 mètres.

- la deuxième raison qui limite l'extension de terres cultivées se trouve dans le manque de main-d'oeuvre. La plupart des hommes avaient été tués. Les survivants étaient obligés d'assurer la garde des camps-villages toutes les nuits ou même de participer aux opérations militaires comme porteurs, guides ou boucliers... Ces hommes, et même les femmes, étaient en outre forcés d'exécuter de nombreux travaux, prétendument d'intérêt général (par exemple la construction de routes) ou au service des occupants. Après toutes ces activités militaires ou travaux il ne restait guère de temps ou de forces pour cultiver.

Des rapports, envoyés clandestinement hors de Timor, illustrent la situation dans quelques-uns de ces camps:

Dans les camps de Sepelata, Irafalai, Fuiloro et Txauluturo: ***«le contrôle des sorties et entrées est effectué dans la maison du 'babinsa'*** *(autorité militaire du camp)**.** **Les sorties sont à 8 heures et le retour à 12 ou 13 heures. Presque tous les jours sonne, par surprise, le signal d'inspection décidé par les 'babinsas' pour réunir la population et vérifier si quelqu'un est sorti ou entré sans passer par le contrôle. La population est obligée de travailler tous les jours à la construction de routes, sans recevoir de compensation pour son travail. Mais, avant de partir pour le travail sur la route, elle doit faire le nettoyage autour des postes militaires entre 6 et 9 heures du matin. Parfois, la population sort des camps pour aller chercher des noix-de-coco ou des kumbilis*** (tubercules comestibles*)* ***dans les zones des anciens villages abandonnés, mais elle est toujours accompagnée d'une Section du Bataillon 312. Au retour, chacune des personnes qui sont sorties doit donner aux militaires deux noix-de-coco et d'autres produits alimentaires dont elle a grand besoin.***

La population de ces 4 camps souffre de la faim depuis le mois de mai. À Sepelata 11 familles ont à peine une boîte de maïs, quelques-unes ont une demi-boîte, la plupart n'ont plus rien à manger. À la Mission (Fuiloro), 25 familles ont encore une boîte, quelques-unes ont une demi-boîte, la plupart n'ont déjà plus rien. À Txauluturo 6 familles ont une boîte, la plupart souffrent de la famine. Le manque de terres cultivables et la faible productivité des terres cultivées sont les causes de la famine.

Un autre camp des plus atteints en 1984 est celui de Mehara et Porlamano. Sans cultures et soumis à de rigoureuses mesures de surveillance, la population s'alimente de feuilles de la forêt lorsque les forces d'occupation leur permettent de sortir ou lorsqu'ils sont obligés de sortir à la recherche des guérilleros. Puisqu'il n'y a rien à manger, lorsqu'il n'y a pas de signes de la présence des guérilleros, tous ceux qui ont besoin d'aller en forêt pour chercher des tubercules spontanés, couper des feuilles ou cueillir des noix-de-coco pour survivre y vont ensemble.

À Luro, Quelicai, Venilale, Loibulu, Laleia et beaucoup d'autres, c'est la même chose. À Iliomar la population est obligée, à cause de la famine, d'abattre les

cocotiers les plus proches de la porte (du camp) ***pour en manger la partie tendre. À Tutuala la population des 4 agglomérations de Pitileli est enfermée pour plus de sécurité dans l'espace restreint du village, sans maisons ni cocotiers. Tout au long de la ligne de Mehara à Txauluturo il n'y a déjà plus rien à manger»*** *(document de la résistance, janvier 1985).*

«Ils disent qu'il n'y a pas de famine à Timor mais à Iliomar, durant le mois de janvier, 110 personnes sont mortes de béribéri» *(lettre d'un chrétien de Viqueque à Mgr Costa Lopes, 2/3/85).*

Dans la région de Dili les familles doivent donner, malgré leurs propres carences, 20% de leur production pour l'alimentation des forces militaires.

Malgré cette extrême misère la population parvient encore à aider la résistance armée: le nouvel Administrateur Apostolique nommé par le Saint-Siège déclare à un journaliste que l'armée indonésienne:
«terrorise la population exerçant des représailles contre les agglomérations qui fournissent des aliments au Fretilin, (...) ils font des exécutions sommaires devant la population pour servir d'exemples» *(AFP, 1984).*

Timor aspire à la pleine expression de son individualité propre, l'empêcher se traduit, non seulement par un génocide physique mais par un génocide, disons 'culturel', encore plus grave que le premier parce qu'il affecte autant ceux qui meurent que ceux qui survivent, non seulement les générations présentes mais aussi celles à venir.
(note du conseil permanent de la Conférence Épiscopale portugaise, 28/3/84).

1985

CONTRÔLE FORCÉ DES NAISSANCES / SANTÉ

«131 postes de santé»

(Ali Alatas, ambassadeur d'Indonésie auprès de l'ONU)

«183 postes de planning familial»

(Dr Gorde, directeur du planning familial à Dili)

Dans un territoire fortement atteint par une baisse brutale de la population et soumis à des conditions de santé déplorables, le gouvernement indonésien consacre plus de recours au contrôle des naissances qu'aux services de santé. Curieusement, il a obtenu pour cela l'appui de la Banque Mondiale.

La Banque Mondiale, qui appuyait le contrôle des naissances en Indonésie, accepta d'appuyer son extension au Timor Oriental sans avoir en compte les circonstances particulières de ce territoire occupé. Elle finança à 90% la construction du Centre de Planning Familial de Dili et, ensuite, les Centres de chacun des Districts. La seule construction du Centre de Dili (648 millions de roupies en 1985) coûta autant que le budget annuel du Timor Oriental pour la santé.

Déjà en 1983, Mgr Costa Lopes, évêque catholique de Dili, avait dénoncé que:
«hommes et femmes sont stérilisés sans même en être informés lorsque, pour quelque motif, ils sont soumis à une intervention chirurgique».

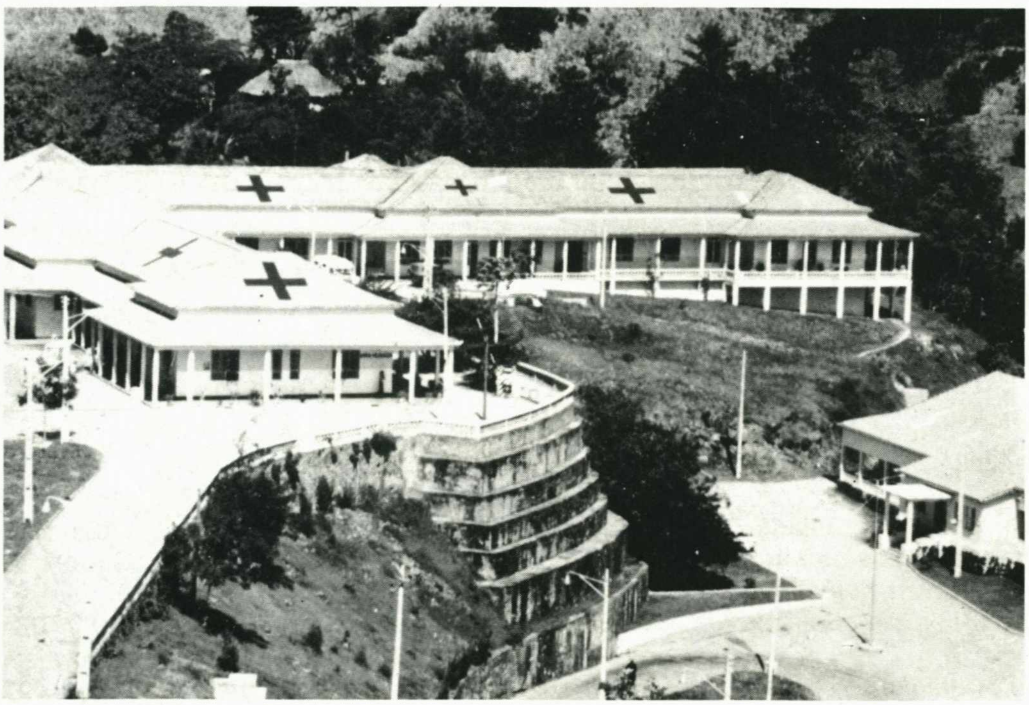
En mars 1985, son successeur, Mgr Belo, critiqua le planning familial tel qu'il est conduit par l'Indonésie:
«Il consiste simplement à parcourir les villages et à distribuer sans discrimination des moyens contraceptifs (pilules, injections et autres). Ils ne donnent aucune information préalable aux populations; ils administrent des injections à des femmes non prévenues. Nous déplorons, discordons et réprouvons un planning familial qui n'informe pas les populations».

Lors de l'inauguration du Centre de Planning Familial de Dili, son directeur, le docteur Gorde, indonésien, révéla qu'il existait au Timor Oriental 183 postes de planning familial pour 442 agglomérations. À la même époque, pour montrer la préoccupation de son gouvernement dans le secteur de la santé, Ali Alatas, alors ambassadeur de l'Indonésie auprès de l'ONU, affirmait qu'il existait dans le territoire 131 postes de santé. L'Indonésie donnait donc plus d'importance au planning familial qu'aux soins élémentaires de santé! Cette priorité est d'autant plus inquiétante que, si le Timor Oriental avait un problème démographique, celui-ci résultait de la diminution de la population et non de son augmentation. En 1980, Urip Widodo, Ministre indonésien de la main-d'oeuvre et de la transmigration avait déclaré:
«Il est impossible de développer cette Province avec le petit nombre de personnes qui y vivent».

En 1986, l'Assemblée européenne des Associations de Planning Familial, réunie à Londres, demande des informations à sa congénère indonésienne sur le planning familial au Timor Oriental. La Indonesian Parenthood Planned Association (IPPA) se limite à transmettre des statistiques officielles.

On apprend que:

- Proportionellement, l'Indonésie dépense plus d'argent pour le planning familial à Timor qu'en Indonésie: plus du double par famille en âge de procréer et près de cinq fois plus par rapport au nombre de ménages qui adhèrent au planning.
- Les fonctionnaires des servives de planning familial sont, proportionellement, en nombre plus élevé à Timor qu'en Indonésie, mais ils réalisent moins de sessions publiques (1/4), moins de visites aux chefs de villages (1/4) et moins de visites domiciliaires (1/5).
- Quant aux méthodes contraceptives utilisées par les femmes timoraises, le rapport révèle que les injections occupent la première place (57%) bien avant la pilule (29%) et le stérilet (10%). Curieusement la IPPA ne fournit pas sur ce point les chiffres en Indonésie qui permettraient de faire des comparaisons. Mais ces chiffres sont connus par ailleurs, ils ont par exemple été publiés en novembre 1985 par le Diário de Notícias à Lisbonne, il est donc possible de faire les comparaisons que l'association indonésienne n'a pas voulu faciliter. En Indonésie c'est la pilule qui vient en tête (65% des cas), suivie du stérilet (27%) et des autres méthodes (8%). Parmi ces autres méthodes il y a les



Hospital de Dili, construit par les portugais. Transformé en hópital militaire par les indonésiens.

'implants' sous-cutanés, une méthode utilisée en Asie, et les injections. Les méthodes utilisées au Timor Oriental et en Indonésie sont donc totalement différentes: 57% d'injections de Depo-Provera au Timor Oriental et environ 5% en Indonésie.

Des informations recueillies au Timor Oriental permettent de savoir que toutes les femmes timoraises possèdent obligatoirement un carton sur lequel sont enregistrées les injections et ingestions de pilules et où est inscrite la date de la prochaine action à réaliser dans ce domaine. À la date inscrite sur son carton, chaque femme doit se présenter au poste de planning familial où lui sera administrée l'injection ou fournies les pilules. Dans beaucoup de cas la pilule doit être avalée en présence du fonctionnaire.

En 1991, l'évêque de Dili ayant protesté publiquement contre une note gouvernementale qui associait l'Église catholique timoraise au planning familial indonésien, des femmes de Liquiça déchirèrent leurs cartons de contrôle... mais ne parvinrent pas pour autant à échapper au programme.

Quant aux conditions dans le secteur de la santé, en août 1989 le gouverneur M. Carrascalão déclarait devant le Parlement indonésien, contredisant les statistiques officielles, que ***«la malaria est encore importante»*** et que ***«70% de la population souffre de tuberculose».***

Considérant la profonde réduction de la population au Timor Oriental durant ces 11 dernières années et le fait que le territoire avait déjà une faible densité de population avant l'invasion indonésienne, quel est la justification pour ce programme de contrôle des naissances? Qu'est-ce qui a été fait jusqu'à maintenant pour avoir la certitude que les timorais sont à l'abri de coaction, d'abus, ou pire encore?

(lettre de 40 sénateurs américains au Secrétaire d'État Georges Schultz, 27/7/87)

1986

LA COLONISATION INDONÉSIENNE

Proportionellement il y a 20 fois plus de militaires au Timor Oriental qu'en Indonésie

«Les timorais deviennent des citoyens de deuxième classe dans leur propre pays»

(Mgr Belo)

En juillet 1986 l'Indonésie lance une nouvelle offensive militaire généralisée. Un timorais écrit:
«arrivés dans le transport de troupe 509, trois bataillons débarquent à Dili le 5 septembre. Ensuite, dans des camions militaires, ils font plusieurs tours dans la ville pour semer la terreur au sein de la population, et finalement ils partent en direction des montagnes» *(lettre du 26/9/86).*
Au total, affirme la même lettre, ***«50 bataillons»*** sont sur le terrain.

En moyenne, au cours des 20 années passées sous occupation, le nombre des militaires indonésiens présents au Timor Oriental fut supérieur à 20.000 pour une population d'environ un demi-million d'habitants. Cela représente 40 militaires pour 1.000 habitants, 20 fois plus qu'en Indonésie où ce chiffre est de 2 pour 1.000, chiffre en soi déjà élevé.

À ce chiffre des militaires il faut ajouter environ 100.000 civils indonésiens: agriculteurs et surtout fonctionnaires publics et commerçants.

Les agriculteurs sont en général venus à l'abri de plans de transmigration. La transmigration est un programme appliqué dans toute l'Indonésie qui a pour but officiel de transférer des habitants des îles les plus peuplées (Java, Bali...) vers les moins peuplées. En réalité elle a souvent des objectifs qui relèvent plus de la colonisation et soumission des territoires les plus éloignés et les moins identifiés avec le régime. En 1985, le Ministre de la transmigration a annoncé qu'il préparait l'implantation dans ***«les zones perturbées»*** comme... le Timor Oriental, la partie Ouest de Sumatra et surtout Irian-Jaya, de lieux de transmigration du modèle ***'Sapta Marga'***, c'est-à-dire qu'une partie des transmigrants seront des militaires et leurs familles.

Arrivés dans le sillage de l'armée, les fonctionnaires et commerçants occupèrent les meilleures places et jouissent de facilités qui ne sont pas données aux timorais. Vivants en territoire conquis, ces civils indonésiens se sentent dans la dépendance des militaires et fonctionnent souvent comme agents informateurs.

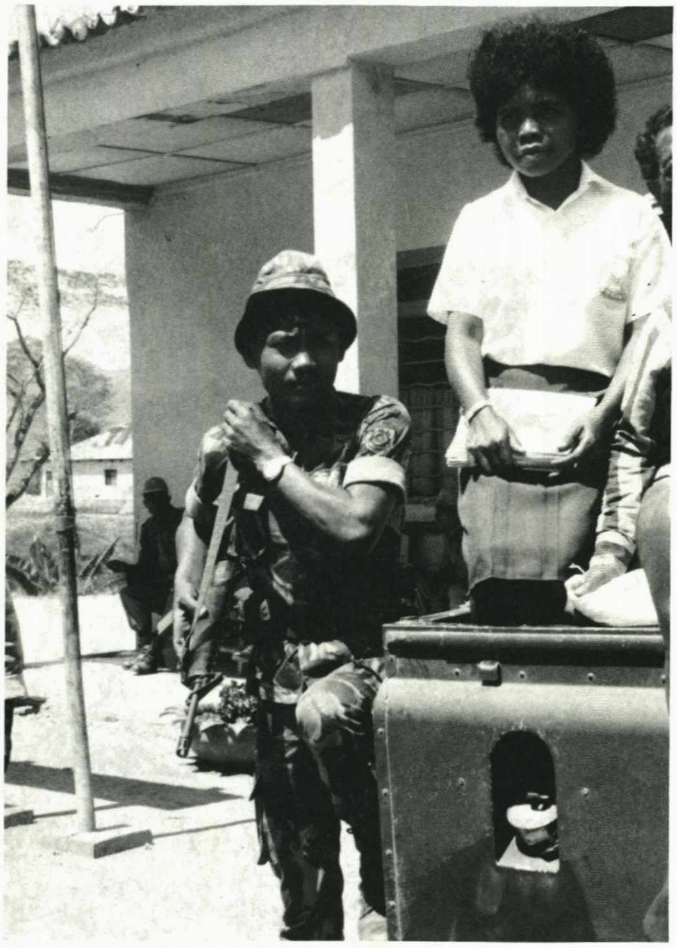
La présence et l'influence des indonésiens est telle que, déjà en 1984, Mgr Belo déclarait à l'agence France-Presse:
«Je crains une javanisation du Timor Oriental. À Dili nous nous demandons souvent: où sont les timorais? (...) L'Indonésie recommence à nous coloniser (...) Les timorais deviendront des citoyens de deuxième classe dans leur propre pays» *(France-Presse, juillet 1984).*

En Indonésie le pouvoir s'appuie sur ce qui est appelé 'le trépied': l'armée, la police et l'administration civile. Deux des trois pieds sont donc militarisés, mais dans les zones considérées comme ayant des problèmes de sécurité, l'influence des militaires envahit même le secteur de l'administration civile et s'impose aussi aux fonctionnaires.

Pour sa propagande l'Indonésie a nommé quelques timorais à des postes de direction dans l'administration du territoire. Le poste de gouverneur de la 'Province', le plus élevé, a toujours été occupé par un timorais, mais les pouvoirs de ces timorais sont réduits. Mário Carrascalão, bien qu'il fusse le 'gouverneur' de Timor, s'est vu refuser une autorisation demandée de visiter un timorais de ses connaissances, arrêté et torturé par les militaires à Dili.

En 1986, le 'gouverneur' M.Carrascalão se plaignait publiquement de ce que, 10 ans après son intégration formelle, le Timor Oriental continuait à être considéré une ***«région spéciale»,*** ce qui, dans le jargon politique indonésien signifie que les militaires y ont des pouvoirs spéciaux. La réponse du gouvernement indonésien fut éloquente: en avril 1987 il nommait trois vice-gouverneurs, tous indonésiens et tous militaires.

En 1991, le vice-directeur d'un service public se vantait d'avoir réussi à faire admettre dans son service 50% de fonctionnaires timorais mais il ajoutait que, pour le pouvoir à l'intérieur du service, ils représentaient à peine 10%.



Outre les pouvoirs militaires et administratifs, les officiers supérieurs indonésiens se sont attribué aussi des pouvoirs dans le secteur économique. Directement ou par tierces-personnes interposées ils contrôlent tout l'import-export de la 'Province' et ont établi des monopoles. La comercialisation du café, principale culture d'exportation de Timor est le monopole de la PT Denok, une entreprise dominée par des généraux comme le général B.Murdani, le principal responsable de l'invasion. Ils achetaient le café aux petits producteurs timorais à des prix environ quatre fois inférieurs à ceux qui étaient pratiqués en Indonésie.

Le 17 juillet 1986 l'Indonésie fêta le dixième anniversaire de l'intégration du Timor Oriental mais seulement six ambassadeurs acceptèrent son invitation: Pologne, Roumanie, Yougoslavie, Maroc, Iran et Singapour.

Le Parlement Européen...

- **Considérant que l'Indonésie occupe par la force et au mépris du droit international le territoire du Timor Oriental depuis décembre 1975;**
- **Considérant les recommandations de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité de l'ONU, ainsi que les résolutions adoptées par la Commission des Droits de l'Homme et la Sous-commission des Minorités de cette organisation, qui reconnaissent le droit à l'autodétermination du Timor Oriental et invitent l'Indonésie à retirer ses forces du territoire (...)**
- **Invite les États membres de la Communauté Européenne à utiliser tous les moyens diplomatiques possibles afin d'obtenir l'établissement de la paix et de la légalité au Timor Oriental;**
- **Invite les États membres de la Communauté Européenne à exiger la participation des représentants du peuple maubere dans toutes les négociations sur la définition du futur statut du Timor Oriental**

(résolution adoptée le 11/7/86 par 163 votes en faveur, 3 contre et 4 abstentions)

1987

FAUSSES ÉLECTIONS – FAUX DÉVELOPPEMENT

Fausses élections: 94% des votes en faveur du gouvernement d'occupation

Faux développement: fait par les indonésiens, pour les indonésiens

FAUSSES ÉLECTIONS

Le gouvernement indonésien s'est toujours efforcé de convaincre les gouvernements étrangers qu'il avait le soutien de la population timoraise.
En 1982, lors des premières élections, Djakarta proclama avoir obtenu 99,5% de votes favorables au gouvernement mais, l'excès même de ce chiffre, allié au fait que le nombre de votes exprimés dépassait même le nombre des électeurs inscrits, retira toute crédibilité à ce résultat: ***«il ne fut pas reconnu au niveau international comme l'expression de la volonté propre du peuple timorais»,*** affirma Mário Carrascalão au journal indonésien 'Kompas' *(24/7/87).*

Le système électoral indonésien est très particulier: les militaires qui sont au pouvoir n'autorisent que trois partis politiques: Golkar, PDI et PPP et réservent encore pour eux-mêmes 100 sièges au Parlement. Le Golkar détient le pouvoir depuis la fondation de «l'Ordre Nouveau» en 1965. Le PDI et le PPP se sont vus attribuer le rôle d'opposition sans l'être vraiment. Tirant les leçons du résultat excessif de 1982, le général B.Murdani, qui était simultanément commandant-en-chef de l'armée et figure proéminente du PDI, manifesta en 1987 son opinion sur ce que devrait être le résultat des élections pour être crédible: ***«Le Golkar ne devrait pas perdre les élections parce que cela serait négatif pour l'image de «l'Ordre Nouveau». Mais il ne devrait pas non plus les gagner d'une façon trop spectaculaire, parce que cela serait désavantageux vu que «l'Ordre Nouveau» défend la démocratie»*** *(20/1/87).*
Cette opinion est révélatrice de la fonction que le régime attribue aux élections et du rôle confié à la dite 'opposition'.

Les résultats attribuèrent au PDI 5,5% des votes et 94% au Golkar. Mário Carrascalão s'empressa de déclarer: ***«maintenant que le PDI a réussi à obtenir 20.163 votes, le monde peut constater que le Timor Oriental est libre de voter pour le parti de son choix»*** *(Kompas, 24/7/87).*

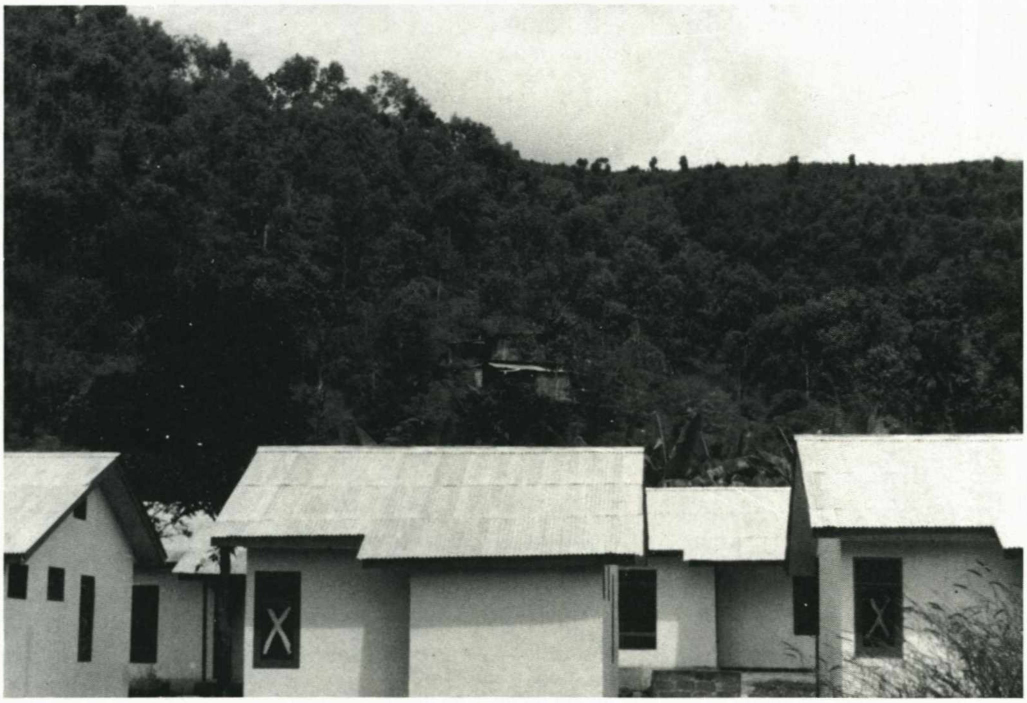
Ce qui saute aux yeux c'est que, même avec la préoccupation de rendre le résultat plus crédible, le régime militaire indonésien craignait par dessus tout que le résultat fasse penser que les timorais n'appuient pas massivement l'intégration. Pour ce qui est de la crédibilité, il passait une fois de plus à côté de son objectif.

FAUX DÉVELOPPEMENT

Le principal argument de l'Indonésie pour essayer de justifier l'occupation du Timor Oriental a été, dès les premières années, l'argument du développement qu'il affirme avoir apporté au territoire.
Malgré les chiffres présentés par le gouvernement en plusieurs domaines (l'éducation et la santé sont traités dans d'autres chapitres) le développement apporté au Timor Oriental a été fortement mis en cause, même par des observateurs indonésiens. Une équipe scientifique de l'Université Gajah Mada, dirigée par le professeur Mobyarto, professeur d'économie et directeur du département de recherche de l'Université, a eu le privilège de pouvoir procéder à des recherches dans le territoire en 1981 et en 1989, pouvant ainsi établir des comparaisons sur la situation à 8 ans d'intervalle. Le rapport final de ces investigations affirme que:
«le progrès matériel a échoué dans la résolution des problèmes sociaux, économiques et politiques résultants du processus d'intégration qui a causé de lourdes pertes de vies».

Les chercheurs indonésiens parlent du ***«traumatisme»*** dans lequel vit la société timoraise à cause de la ***«situation de guerre»*** et d'une ***«économie de guerre»*** contrôlée par des ***«pratiques monopolistes».*** Ils responsabilisent la présence massive de militaires de leur pays pour les sentiments de rejet causés dans la population timoraise: ***«même parmi l'élite timoraise il existe un sentiment de haine parce qu'elles*** (les forces armées***) sont vues comme la cause de la paralysie économique au Timor Oriental».***

Ce n'est pas seulement à la présence militaire que les universitaires indonésiens attribuent le malaise des timorais. Ils responsabilisent aussi la venue au Timor Oriental de beaucoup de leurs compatriotes qui ***«se sont installés et ont inondé le territoire».*** Les timorais ont inventé pour désigner ces ***'étrangers'*** (mot que les chercheurs indonésiens mettent entre guillemets) une nouvelle désignation. Ils les appellent ***«Bataillon 702»,*** parce qu'ils commencent à travailler à 7 heures du matin, ne font rien d'utile en bénéfice de personne, et retournent chez eux à 2 heures de l'après-midi.



Si l'on ajoute à cela le ***«choc culturel»*** dû à l'imposition faite aux timorais d'apprendre la langue et l'Histoire de l'Indonésie, d'étudier le Pancasila et d'apprendre par coeur les noms des héros indonésiens, on comprendra - écrivent les chercheurs de l'Université - que ***«les timorais ne pensent pas la même chose que le gouvernement indonésien sur l'intégration»*** *(rapport de l'Université Gajah Mada, mai 1990).*

Beaucoup (de timorais) ont expérimenté dans leur propre chair ces tortures et beaucoup d'autres ont vu de leurs propres yeux comment leurs pères ont été tués, leurs mères emprisonnées, leurs frères torturés...

Les timorais ont toujours vu les indonésiens comme de nouveaux colonialistes, cette opinion est aussi celle du clergé de Timor jusqu'à présent:
de fait il y a beaucoup de fonctionnaires civils indonésiens qui arrivent à Timor avec l'unique objectif de s'enrichir au moyen de pratiques de corruption, de sorte que la majorité des timorais a peur de s'approcher d'eux;
beaucoup de terres de la population, maisons des missions, sont utilisées comme bases ou casernes des soldats et quelques plantations de café du Diocèse ont été confisquées par le gouvernement;
la communication entre personnes est difficile parce que le peuple ne sait pas la langue indonésienne et les soldats et fonctionnaires indonésiens ne cherchent pas à connaître le dialecte de Timor.

Le traitement du cas du Timor Oriental exige de nouvelles attitudes et de nouvelles méthodes de travail. Les abordages caduques, essentiellement militaires, doivent être dépassés parce que, en plus de leur inefficacité, ils portent préjudice au processus d'intégration sociale. Il est nécessaire, si possible, de réduire les effectifs militaires au Timor Oriental pour éviter le sentiment de coaction dans l'implémentation des programmes de développement.

L'apathie et l'indifférence des populations face aux programmes montrent que, non seulement il n'y a pas une adaptation réciproque entre nous et les timorais, mais aussi – et surtout – elles affirment que le rejet de notre présence croît et se développe en un processus naturel.

(Rapport de l'Université Gajah Mada, mai 1990)

1988 ÉDUCATION OU "INDONÉSIANISATION"

«Dans le secteur de l'éducation, l'ennemi cherche à tuer notre culture»

(lettre d'un timorais)

«La priorité a été donnée à la quantité au détriment de la qualité»

(Parlement australien)

Du 12 au 20 juillet 1988 les étudiants timorais des premières années du Secondaire réalisèrent des manifestations de rue, les premières depuis l'invasion militaire indonésienne. La plus grande partie de ces étudiants devaient être de très jeunes enfants lors de l'invasion, 13 ans plus tôt, et font partie de la nouvelle génération que les indonésiens pensaient pouvoir transformer en 'véritables indonésiens'.

Avant de monter leur propre système d'enseignement, les envahisseurs avaient montré leur détermination d'effacer tous les signes de l'instruction administrée par les portugais, ils pensaient qu'en éliminant les traces de civilisations antérieures ils pourraient plus facilement imposer leur propre civilisation. O coronel Kalangie, commandant militaire du Timor Oriental, expliquait au journaliste américain Rod Nordland que ses forces armées apportaient ***«la nouvelle civilisation indonésienne au Timor Oriental»*** et se lamentait de ce qu'il ne soit pas aussi facile qu'il l'espérait de ***«civiliser ce peuple arriéré»*** *(The Philadelphia Enquirer, 25/5/82)*

L'enseignement indonésien se présentait essentiellement comme un effort d'encadrement de la jeunesse et était compris comme tel par les timorais:
«Dans le secteur de l'éducation l'ennemi cherche à tuer notre culture. Il est obligatoire d'étudier la langue de l'Indonésie. Les élèves passent leur temps à chanter l'hymne national indonésien et pratiquent surtout l'éducation physique sous la forme de marches dans les rues de la ville pour montrer leurs uniformes» *(lettre d'un timorais à Mgr Costa Lopes, 20/4/86).*

Pour leur propagande auprès des gouvernements étrangers, les autorités indonésiennes usèrent et abusèrent de comparaisons avec le nombre d'écoles et d'élèves existants du temps des portugais mais, aussi bien les timorais que les membres de l'Église catholique affirment que l'enseignement a perdu en qualité ce qu'il a gagné en quantité. Le Comité des Affaires Étrangères et de la Défense du Parlement australien a lui-même reconnu que:
«le principal objectif de l'éducation est de permettre au plus grand nombre possible d'enfants d'atteindre l'école, donnant priorité à la quantité au détriment de la qualité' *(rapport, septembre 1983).*

Pour le passage de l'enseignement primaire à l'enseignement secondaire il est donné priorité aux enfants des militaires et des fonctionnaires indonésiens établis à Timor. Les premiers signes de protestation contre cette discrimination apparurent en 1987 et prirent rapidement la forme de protestations contre l'occupation:
«Ils écrivirent sur les murs avec des sprays: 'Timor est notre Patrie' et 'Nous voulons la liberté et l'indépendance'. C'était la première fois qu'une chose de ce genre arrivait. Nous nous sentions satisfaits, mais nous savions qu'il y aurait des représailles» *(Reinaldo dos Santos, réfugié, Anglo-portuguese News, décembre 1988).*

Le pas suivant fut les manifestations de rue, à Dili et Baucau, les deux villes principales du territoire. Mário Carrascalão, le 'gouverneur', essaya de minimiser les protestations:
«300 étudiants des premières années du secondaire ont protesté parce qu'ils n'avaient pas accès aux années suivantes. Personne ne peut accéder au niveau d'enseignement suivant sans passer les tests et les étudiants du Timor Oriental doivent avoir les mêmes conditions que les étudiants indonésiens des autres Provinces parce que nous ne pouvons pas admettre de privilèges» *(Tempo, août 1988).*

Cette déclaration de principes n'indique pas clairement 'qui' le gouverneur prétend viser: les étudiants contestataires ou les autorités complaisantes avec un système qui favorisait les indonésiens. Le recours aux testes ne serait d'ailleurs probablement pas suffisant pour empêcher que les professeurs, dans leur grande majorité indonésiens, ne favorisent les enfants de leurs compatriotes.

Dans les écoles appartenant à l'Église la situation n'était pas meilleure. La dépendance du gouvernement était totale et le finalité intégrationiste était la même:
«le gouvernement a toute liberté pour nommer et dénommer les professeurs sans même en aviser les

autorités religieuses», se plaignait Mgr Belo dans un rapport envoyé au Nonce Apostolique à Djakarta, et il ajoutait:
«les programmes sont les programmes des écoles officielles et l'enseignement est administré dans la langue de l'Indonésie. Tout est indonésien» *(rapport envoyé au Nonce, 1989).*

Les chercheurs indonésiens de l'Université Gajah Mada ont recueillis le témoignage de jeunes timorais, élèves de l'école secondaire de Gleno, qui montre que la discrimination s'étend au-delà de l'école:
«Pourquoi irions-nous à l'école si, après le cours, nous n'obtiendrons pas les emplois pour lesquels nous sommes préparés? Tous les emplois publics nous sont fermés. Un fonctionnaire nouveau venu (c'est-à-dire un indonésien) ***qui obtient un poste de chef dans un service public, fait venir ses amis ou tout-au-moins des personnes de sa région d'origine»*** *(rapport de l'Université Gajah Mada, mai 1990).*

Lors de leurs protestations de rue les étudiants criaient: ***«si nous n'avons pas de places dans les écoles nous irons à l'école de Xanana Gusmão»,*** mais Xanana leur demanda de rester dans les villes et villages où ils se trouvaient pour renforcer la résistance civile qui, les années suivantes, allait se révéler une composante importante de la lutte contre les envahisseurs.

Le Parlement Européen...
- **Considérant que l'identité culturelle de la population du Timor Oriental est en train d'être détruite, nommément par l'imposition d'une langue étrangère et l'élimination de la langue nationale; par la diffusion officielle de valeurs étrangères aux traditions et à l'Histoire du Timor Oriental; par la destruction de la structure familiale et sociale; et par des transmigrations menées comme des déplacements politiques de populations...**
- **Condamne l'occupation du Timor Oriental par l'Indonésie et soutient le droit du peuple du Timor Oriental à l'autodétermination;**
- **Défend le droit du peuple du Timor Oriental à maintenir, développer et affirmer son identité culturelle, linguistique et religieuse qui découlent de son Histoire propre; (...)**
- **Prie les gouvernements de tous les États-membres de la Communauté de suspendre la vente d'équipements militaires à l'Indonésie jusqu'à ce que celle-ci mette fin à l'occupation illégale du Timor Oriental...**

(résolution adoptée par 164 votes en faveur, 12 contre et 15 abstentions, septembre 1988)

1989

OUVERTURE DU TERRITOIRE ET VISITE DU PAPE

3.000 arrestations avant une visite du Président Suharto

«Bienvenu au Timor Oriental, 27ème Province de l'Indonésie»

(panneau de bienvenue pour le Pape)

Le mécontentement des étudiants, aggravé par le manque d'emplois, rend la situation de plus en plus propice à des manifestations d'opposition contre l'Indonésie. Le gouverneur Mário Carrascalão pense, ou feint qu'il pense, qu'une amélioration de la situation économique mettrait un terme à cette opposition, il fait donc au Président indonésien une proposition d'ouverture du territoire:

1 - libre circulation des timorais à l'intérieur du Timor Oriental; la circulation était jusqu'alors soumise à l'obtention de laisser-passer militaires (surat-jalan);

2 - libre circulation entre le Timor Oriental et le reste de l'Indonésie.

Ces mesures, dans la perspective du gouverneur, devraient faciliter les initiatives et les négoces des timorais; permettre l'entrée d'investisseurs et de capitaux indonésiens; provoquer la sortie des chômeurs qui chercheraient des emplois dans d'autres îles.

Malgré son caractère restreint, cette ouverture provoque l'opposition des responsables militaires indonésiens dans le territoire, qui craignent que les monopoles de fait qu'ils exercent en beaucoup de secteurs de l'activité économique soient mis en danger.

En décembre 1988 le Président Suharto fait une visite à Timor qui pourrait être un test à l'ouverture. Les services militaires annoncent avoir découvert une conspiration pour tuer le Président et ils effectuent à Dili l'arrestation de 3.000 personnes qui appartiendraient à une association secrète de caractère religieux, le 'Yayasan Santo António' dont on n'avait jamais entendu parler jusqu'alors. Le Président abrège sa visite, qui se limite à la ville de Dili, mais maintient la décision d'ouvrir le territoire en 1989.

Le Vatican annonce que Jean Paul II va visiter l'Indonésie en octobre, visite plusieurs fois ajournée les années antérieures; Timor Oriental sera une des étapes de la visite. L'intérêt est probablement réciproque, le Pape veut visiter une île où plus de 80% de la population est catholique, et le gouvernement indonésien compte sur cette visite pour affirmer internationalement sa souveraineté sur le territoire, souveraineté que, malgré tous ses efforts et 14 ans d'occupation, il n'a pas encore réussi à faire reconnaître.

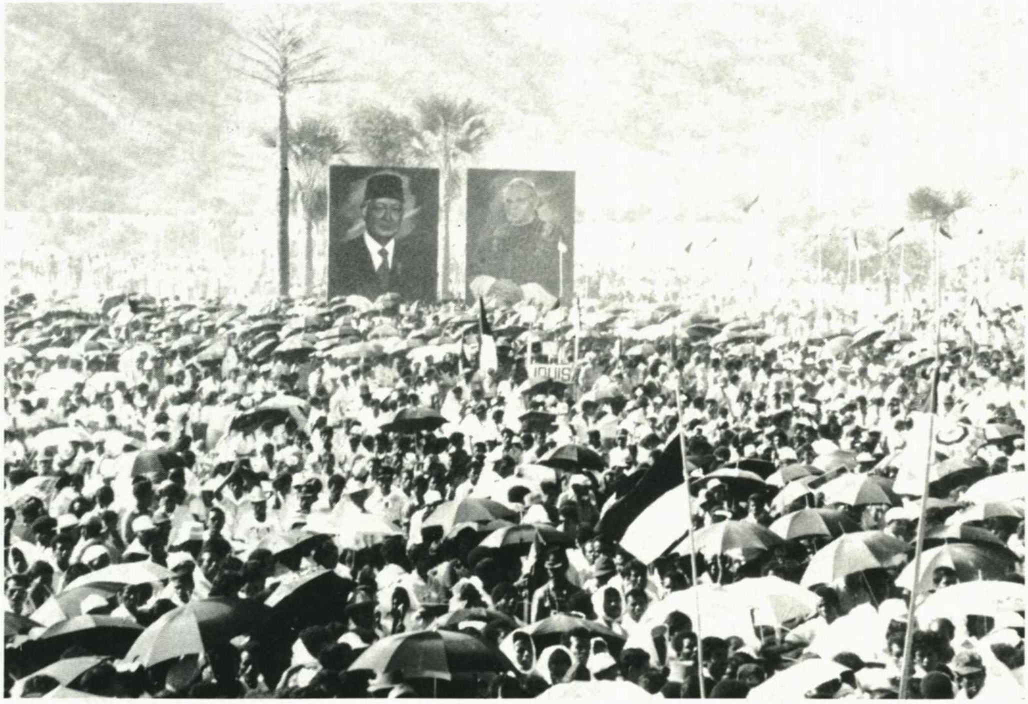
L'Église du Timor Oriental, craignant la reconnaissance que les occupants veulent tirer de la présence du Pape, manifeste le désir que la visite soit reportée pour se réaliser seulement lorsque ce risque aura disparu. Mais le Vatican ne tient pas compte de ce point de vue. Le commandant militaire de Timor critique l'évêque et les prêtres pour leur opposition à la visite et manifeste sa satisfaction: ***«Nous avons réussi à faire venir le Pape ici, nous avons réussi!».***

Quelques journalistes notèrent la différence entre les positions assumées par le Vatican et celles de l'Église locale. Un journaliste français demanda à l'évêque de Dili: ***«Est-il vrai que le Vatican vous a réprimandé pour votre lettre aux Nations-Unies?»*** (voir page 39)
«Oui (répondit l'évêque). Nous n'avons pas le même point de vue. Ils trouvent que je fais de la politique. Si j'étais à Rome je penserai peut-être comme eux, mais je vis ici. Je vois les souffrances des personnes et je les partage. C'était mon devoir d'écrire cette lettre» *(Ouest-France, 13/10/89).*

À l'aéroport de Dili un immense panneau représentant l'arrivée du Pape proclame en anglais: ***«Bienvenu au Timor Oriental, 27ème Province de l'Indonésie».*** Des drapeaux du Vatican et de l'Indonésie et les portraits géants du Pape et du Président Suharto dominent l'enceinte où le Pape célèbre la messe, dans une claire tentative de tirer profit politique de la visite.

À la fin de la messe, la majorité des journalistes avait déjà abandonné le local lorsque quelques centaines de jeunes avancent en direction du Pape et déroulent des banderolles: ***«Le peuple maubere salue le Saint Père»*** et ***«Vive l'indépendance».*** Malgré les efforts des militaires pour confisquer les pelicules des rares photographes encore présents, quelques photos échappent et la question de Timor revient dans la communication sociale internationale.

L'évêque de Dili révèlera plus tard avoir demandé au Pape qu'il intercède en faveur des manifestants, qui ***«se sont limités à exprimer leur mécontentement pour la situation existante à Timor»,*** mais malgré cet appel les jeunes furent arrêtés, interrogés et obligés d'accuser quelques prêtres de les avoir poussés à la manifestation. Quelques-uns de ces jeunes-gens n'ont jamais plus été revus.



À la fin de la messe célébrée par le Pape le 12 octobre il y a eu de nombreuses arrestations: deux de mes amis, Jacob Xavier et Virgílio Costa, furent détenus à Senopati III, une caserne de commandos, et torturés. J'échappais à ce sort en me cachant durant plusieurs nuits dans les bois proches de Dili. Mais, ayant su que les militaires menaçaient de prendre ma famille en otage, j'ai cherché refuge le 26 octobre dans la résidence de l'évêque.

Environ 38 jeunes-gens s'y trouvaient déjà. Le commandant militaire, le général Mulyadi, et d'autres autorités essayèrent de nous en faire sortir, mais l'évêque, Mgr Belo, assuma notre protection.

La tension augmenta et, le 5 novembre, le commandant militaire et d'autres officiers entrèrent dans la résidence épiscopale et menaçèrent d'emmener l'évêque si nous ne sortions pas de notre propre volonté. Nous sortîmes après que le commandant nous aie promis, devant l'évêque, que nous ne serions pas torturés et que nous serions libérés après un court interrogatoire...

J'ai été torturé par le colonel Naingolan et d'autres militaires de l'Intelligence: brûlures de cigarettes, chocs électriques, poignard piqué dans le dos, coups sur la tête, canons d'armes-à-feu pointés sur la poitrine, sur la tête et dans la bouche. Mes amis ont souffert la même chose. Les bourreaux voulaient que nous accusions les prêtres timorais de nous avoir poussés à réaliser la manifestation devant le Pape. Les interrogatoires et les tortures se prolongèrent durant 15 jours.

Le 17 janvier 1990, des centaines de jeunes manifestèrent devant John Monjo, l'ambassadeur des USA en visite à Dili, protestant contre la répression et exigeant notre libération. Le Major Heri me tira de ma cellule et m'emmena au local de la manifestation pour que je demande aux manifestants de retourner chez eux. Je refusais, répondant qu'ils faisaient exactement la même chose que j'avais fait. Un des manifestants, Julião Mau Siri, fut emmené par le colonel Gatot, sucesseur du colonel Bimo à la tête des Services Secrets, qui vînt ensuite me montrer mon compagnon, la tête en sang et le dos marqué par les coups de baionettes, mais je ne cédais pas. Ils menaçèrent alors qu'ils pouvaient en finir avec nous. Le Major Heri exigea aussi que je lui dise le nom des manifestants que j'avais vu...

(Donaciano Gomes, témoignage devant la Commission des Droits de l'Homme, février 1991)

1990

LA RÉPRESSION COMME POLITIQUE

«Nous vous écraserons tous! Je répète, nous vous écraserons tous!»

(B. Murdani, Ministre indonésien de la Défense)

«Nous devons reconnaître que nous nous sommes trompés. Le gouvernement de l'Indonésie et les forces armées ont adopté pendant ces 15 ans une très mauvaise approche de la question»

(Mário Carrascalão, gouverneur du Timor Oriental)

La répression après la visite du Pape fut à l'origine d'une visite de l'ambassadeur des USA, John Monjo, en janvier, pour vérifier la véracité de cette répression. Les timorais, craignant que l'ambassadeur n'entende que la version du gouvernement, envahirent l'hôtel Turismo où l'ambassadeur était logé, afin de lui fournir leur propre version des évènements. L'ambassadeur les écouta mais, lorsqu'il sortit pour un entretien avec le gouverneur, les militaires chargèrent brutalement sur les jeunes-gens qui abandonnaient l'hôtel.

Informé, l'ambassadeur visita à l'hôpital deux des manifestants blessés et exprima son mécontentement pour ce qui s'était passé. Aussitôt le chef de la police présenta ses excuses pour les brutalités ***«erreurs des policiers et des soldats»*** et affirma que cela ne se reproduirait plus. Profitant de l'opportunité, les timorais revînrent beaucoup plus nombreux dans la rue où ils manifestèrent durant deux jours contre l'Indonésie et en faveur de l'indépendance.

Tant que l'ambassadeur demeura à Dili il n'y eût plus de répression, mais après son retour à Djakarta le général B.Murdani, Ministre de la Défense, réunit 400 personnes dans l'édifice du Parlement local, parmi lesquelles les principaux fonctionnaires publics timorais, et déclara: ***«S'il y a de nouvelles manifestations contre l'Indonésie lorsque des parlementaires ou des délégations étrangères visitent Timor, ce sont les militaires qui répondront avec leurs armes aux manifestants».***

Le général profita pour dire qu'il savait que beaucoup de fonctionnaires continuaient à appuyer la résistance mais que l'armée savait qui le faisait:
«eux aussi seront traités avec fermeté. (...) Ne proclamez pas 'je suis un patriote timorais' parce que il n'y a pas de patriotes timorais, il n'y a que des patriotes indonésiens. (...) Si quelqu'un n'est pas d'accord avec cette opinion, qu'il présente sa démission de l'administration. Il pourra alors se joindre à la lutte, déjà perdue, dans les montagnes, mangeant de temps à autre l'alimentation qui est envoyée par les villages. (...)
Je vous l'ai déjà dit: si vous tentez d'organiser votre propre État, et si le mouvement est fort, suffisamment fort, il sera écrasé par ABRI (l'armée indonésienne). ***ABRI peut échouer une fois, mais elle recommencera une deuxième et une troisième fois. (...) Nous vous écraserons tous! Je répète, nous vous écraserons tous!»***

Ce discours du Ministre de la Défense et principal responsable militaire pour l'invasion, prononcé pour souligner l'irréversibilité de l'intégration, montre surtout que, 15 ans après l'invasion, la grande majorité des timorais continuait à être contre l'intégration.

Le succès des manifestations augmenta, parmi les jeunes, le désir de participer aux protestations. Même les plus jeunes participèrent, abordant les indonésiens dans la rue et leur demandant avec un air innocent: ***«Kapan Pulang, Pak» (Quand retournez-vous chez vous, Monsieur?).***

Le 17 juillet, considéré par les indonésiens comme l'anniversaire de l'intégration du Timor Oriental, des drapeaux du Fretilin furent hissés sur plusieurs écoles de Dili.

Le 4 septembre le Diocèse de Dili fêtait son 50ème anniversaire par une messe en plein air qui réunit 50.000 personnes à Dili et à laquelle participait le représentant diplomatique du Vatican en Indonésie. La messe se termina en une manifestation en faveur de l'indépendance. Chaque action de protestation contre l'intégration est violemment réprimée par les militaires mais il semble que la répression ait perdu ses effets dissuaseurs.

En octobre apparaissent de nouveaux types d'incidents, les autorités tentent de provoquer les jeunes pour découvrir et châtier les leaders:
le 8 octobre un inspecteur scolaire prononce dans l'école nº 4 à Dili le discours (pengarahan) qui tous les lundis accompagne le lever du drapeau indonésien:
«Lorsque l'Indonésie est arrivée, la population du

Timor Oriental était très arriérée. La population était très stupide (...) C'est l'Indonésie qui a dû tout enseigner, diriger, pousser au développement, construire des routes et des maison à étages (...)
L'Église catholique ne se conduit pas selon les enseignements du Christ, au contraire elle se conduit selon l'idéologie marxiste-léniniste à cause de la domination du Fretilin, c'est précisément cela que l'Indonésie est venue redresser».

Les étudiants protestent contre l'orateur mais les militaires, qui attendaient déjà hors de l'école, interviennent avec violence.

Une semaine plus tard, sur un mur proche de l'école catholique Paul VI, apparaît l'inscription: ***«Quand le Timor Oriental sera indépendant nous achèverons les laquais de Suharto».***
Les militaires envahissent l'école et exigent l'identification des responsables pour cette inscription. Cláudio Boavida, 26 ans, fait remarquer que la calligraphie soignée de l'inscription, dans un endroit patrouillé en permanence par les militaires et la police, montre que ce sont eux ou quelqu'un avec leur consentement qui a peint cette phrase. Cláudio fut emmené par les militaires et il n'a jamais plus été revu. Même le gouverneur a dit à l'agence France-Presse que cette inscription ne pouvait être qu'une provocation.

> **«Une atmosphère de peur et répression existe au Timor Oriental», des personnes «qui réclament le respect des droits de l'homme et la liberté politique» sont arrêtées et torturées. «À la lumière des conséquences tragiques et persistantes de 15 ans de conflit au Timor Oriental, les États-Unis devraient appuyer un processus de conversations de paix sans conditions entre les parties directement intéressées».**
> *(lettre de 223 congressistes américains au Secrétaire d'État James Baker)*

1991

MASSACRE DE SANTA CRUZ ET ACCORDS POUR EXPLOITER LE PÉTROLE

Une manifestation pacifique fait 271 morts, 250 disparus et 382 blessés

Dans les conversations réalisées entre le Portugal et l'Indonésie sous les auspices du Secrétaire général de l'ONU, les deux parties se mirent d'accord sur la réalisation d'une visite de députés portugais au Timor Oriental. Cette visite, déclare M. Perez de Cuellar, devrait leur permettre de recueillir des informations de première main sur la situation réelle à Timor.

Lorsqu'il eût connaissance de ce projet, Xanana Gusmão transmit à la résistance clandestine l'ordre de ne rien faire qui puisse difficulter la réalisation de cette visite. Après une année 1990 fertile en manifestations, 1991 se déroula donc dans un calme apparent.

Lors des négociations pour l'organisation de la visite, Djakarta exigea que les députés portugais aient des contacts solennels avec leurs pairs indonésiens. Ils ne manqueraient pas de présenter ces contacts aux timorais comme la reconnaissance par le Portugal de la souveraineté indonésienne sur Timor. L'Indonésie profiterait ensuite du mécontentement provoqué par ces informations pour le présenter comme des manifestations anti-portugaises et pro-indonésiennes.

Sur le terrain les militaires indonésiens menaçaient de mort tout timorais qui voudrait profiter de la visite pour manifester des sentiments anti-indonésiens. Mgr Belo, dans une entrevue à un journal portugais déclarait: ***«vous pouvez être sûrs qu'il y aura des manifestations»*** et, après l'expérience de la visite du Pape, il ajouta qu'il était ***«plus appréhensif que satisfait, parce que je sais par expérience quelles sont les conséquences que nous allons souffrir».***

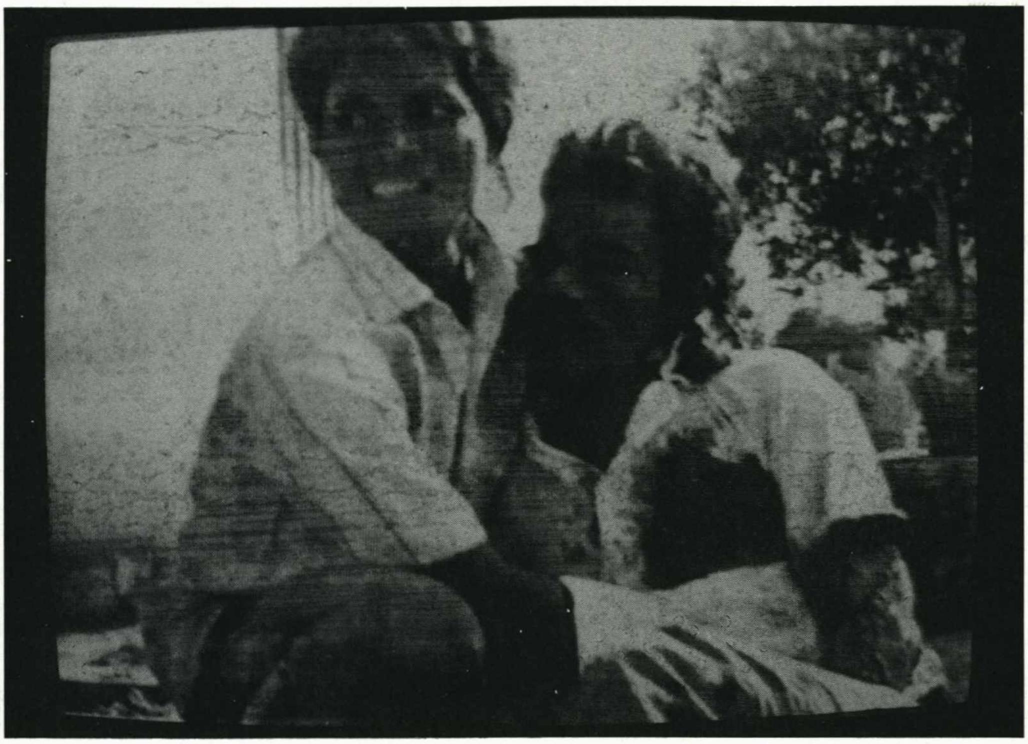
Préoccupés d'une possible manipulation de la visite par les indonésiens et profitant d'un acte de censure de l'Indonésie qui refusait l'inclusion d'une journaliste australienne dans la délégation de journalistes choisis par le Portugal, le gouvernement portugais décida de reporter la visite. À Dili se trouvaient déjà quelques journalistes entrés clandestinement pour assurer la couverture de la visite. Les timorais, avec l'accord de Xanana Gusmão, décidèrent de profiter de cette présence exceptionnelle pour organiser une manifestation en faveur de l'indépendance.

La manifestation commença à la sortie d'une messe célébrée à la paroisse de Motael pour la mémoire d'un jeune homme tué quelques jours avant à la porte même de cette église, et s'acheva au cimetière où il avait été enterré. Les militaires encerclèrent le cimetière et, sans préavis, ouvrirent le feu contre la foule composée en majorité de jeunes-gens. Selon plusieurs témoignages, y compris celui de l'évêque de Dili, de nombreux blessés furent délibérément assassinés dans les heures ou les jours suivants. Des listes élaborées à partir des témoignages recueillis parmi les amis et les parents des victimes ont permis d'établir l'identité de 271 tués, 250 disparus et 382 blessés.

«C'était une manifestation de l'ennemi, c'est clair... ils transportaient des drapeaux du Fretilin et des portraits de Xanana... je pense que vous ne vouliez pas voir ces gens tirer les armes de nos soldats» déclara le général Try Sutrisno, chef d'État-Major général de l'armée indonésienne, devant le Parlement de son pays, pour justifier l'action de ses soldats *(Reuter 27/11).* Quelques jours avant, dans une réunion d'officiers à l'Institut National de la Défense, il avait été plus clair encore: ***«Ils criaient des choses inacceptables... finalement il a fallu faire feu contre eux. Des délinquants comme ces agitateurs doivent être tués et ils le seront chaque fois que ce sera nécessaire»*** *(The Guardian et Amnesty International, 21/11/91).*

Devant les protestations internationales, les responsables indonésiens firent marche arrière, ils parlèrent ***'d'un incident lamentable'***, et finirent par nommer une commission d'enquête, formée de militaires et de fonctionnaires du gouvernement, dont les résultats ne furent pas du tout crédibles.

Après avoir confirmé le chiffre de 19 morts, chiffre avancé par les militaires et qui correspondait aux 19 corps enterrés au cimetière de Hera, corps qui, excepté celui d'un étudiant néo-zélandais de passage, ne furent jamais identifiés, la commission finit par reconnaître, afin d'apporter une certaine satisfaction aux pressions internationales, la possibilité d'y avoir eu 50 tués.



Outre qu'il imposa de nouveau la question du Timor Oriental dans les instances internationales et dans la communication sociale, le massacre eut pour principal effet de favoriser une prise de conscience dans l'opinion publique indonésienne à laquelle l'appareil politico-militaire avait caché cette situation.

ACCORDS DU 'TIMOR GAP'

C'est aussi en 1991 que le gouvernement australien a signé un accord avec l'Indonésie pour l'exploitation du pétrole de la mer de Timor. Bien que cet accord soit en contravention avec les lois internationales, puisque le Timor Oriental ne fait pas partie de l'Indonésie mais est considéré par l'ONU comme '***un territoire non-autonome sous administration portugaise***', des compagnies pétrolières américaines et européennes se sont associées aux deux gouvernements pour piller les richesses naturelles du peuple timorais.

Le Portugal a présenté une plainte devant le Tribunal International de La Haye, accusant uniquement l'Australie puisque le gouvernement indonésien ne reconnaît pas la juridiction du Tribunal. En 1995 le tribunal s'est déclaré incompétent pour juger l'Australie parce que le principal impliqué, l'Indonésie, ne reconnaît pas sa juridiction.

> **Nous demandons au gouvernement indonésien qu'il retire sans tarder toutes les forces armées du Timor Oriental et qu'il accorde au peuple du Timor Oriental liberté totale pour qu'il exerce son droit à l'autodétermination, de façon à mettre fin à tout nouveau bain de sang.**
>
> *(Forum des Sénats d'Étudiants de l'Indonésie, Bandoung, 20-21/11/91)*

1992

COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE – LA RAISON DU CÔTÉ DES TIMORAIS – LA BOURSE DU CÔTÉ INDONÉSIEN

«Si l'Indonésie veut intervenir, les USA espèrent qu'elle le fasse de forme efficace, rapide et sans utiliser notre matériel»

(Newson, ambassadeur des USA à Djakarta, 1975)

«Le Conseil de Sécurité... demande au gouvernement indonésien de retirer sans délai toutes ses forces du territoire»

(résolution 384, 22 décembre 1975)

Le massacre da Santa Cruz serait passé sans provoquer de vagues, comme beaucoup d'autres avant lui, s'il n'y avait pas eu des journalistes étrangers présents et plus particulièrement si les images que l'un des journalistes a pu filmer n'avaient pas été montrées par les télévisions d'un grand nombre de pays. Même au Portugal, où la nouvelle du massacre fut diffusée par les radios et les journaux, le choc sur l'opinion publique et les manifestations de solidarité ne se produisirent qu'après la divulgation des images par les télévisions.

1992 fut donc l'année où les protestations internationales pour ce qui se passe à Timor furent les plus fortes, mais beaucoup de gouvernements se limitèrent aux protestations prononcées devant des organismes internationaux ou envoyées par les canaux diplomatiques; et rares furent ceux qui prirent des mesures concrètes: la Hollande et le Canada bloquèrent temporairement leur aide économique à l'Indonésie, les USA coupèrent les fonds d'un programme de formation de militaires indonésiens, mais malheureusement il y eut aussi des pays qui adoptèrent une position contraire: lorsque la Hollande abandona la tête du 'Groupe Intergouvernemental pour l'Indonésie' (IGGI), qui coordonne les aides des gouvernements à ce pays, la France s'empressa à augmenter sa contribution et à prendre sa place.

Passée l'onde de choc dans l'opinion publique, les gouvernements recommencèrent à donner la priorité à leurs relations économiques et stratégiques avec l'Indonésie, comme ils le font d'ailleurs depuis 1975. L'Indonésie est le quatrième pays le plus peuplé de la planète et le gouvernement militaire en place depuis 1964 a fait alliance avec l'Occident contre le communisme, ce qui lui a valu le silence complice de beaucoup de pays.

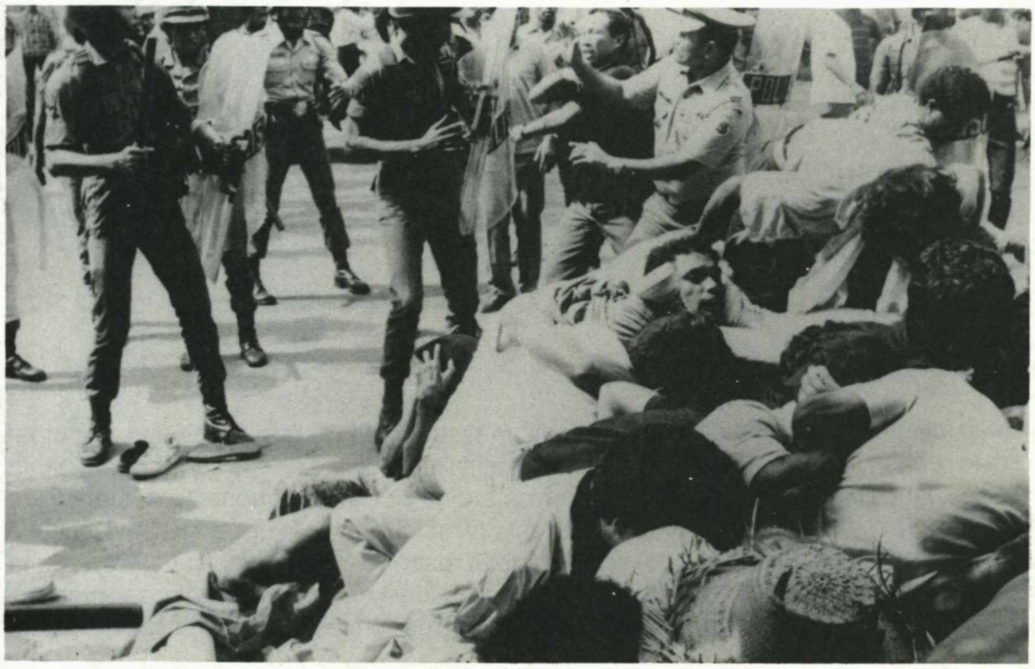
Malgré cela, en décembre 1975, quelques jours après l'invasion, le Conseil de Sécurité avait voté à l'unanimité une résolution ***«déplorant l'intervention des forces armées de l'Indonésie au Timor Oriental»*** et demandant ***«à tous les États de respecter l'intégrité territoriale du Timor Oriental, ainsi que le droit inaliénable de son peuple a l'autodétermination, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale».*** Le Conseil de Sécurité demandait aussi ***«au gouvernement indonésien de retirer sans délai toutes ses forces du territoire».***

Les USA, qui votèrent en faveur de cette résolution, avaient donné leur accord à l'invasion quelques jours plus tôt: le Président Gérald Ford et le Secrétaire d'État Henry Kissinger étaient en Indonésie et Kissinger a reconnu en 1995 que le sujet avait été abordé entre Ford et Suharto. La réponse de Ford ne doit pas avoir été très différente de celle qu'avait déjà donné l'ambassadeur des USA à Djakarta sur l'ordre de Kissinger: ***«qu'ils le fassent de forme efficace. rapide et sans utiliser notre matériel».***

Entre 1976 et 1981, tous les ans, furent approuvées à l'Assemblée générale des Nations Unies des résolutions ***«re-affirmant le droit inaliénable du peuple du Timor Oriental à l'autodétermination et à l'indépendance».*** Les grandes nations de l'Occident s'abstiennent ou votent contre ces résolutions, annulant leurs effets pratiques. Avec le temps, le nombre de pays disposés à voter des résolutions inefficaces diminuait.

En 1982, sans cesser d'affirmer le droit à l'autodétermination et à l'indépendance, le texte de la résolution introduit un nouvel élément, difficilement refusable par les pays appelés 'grands' et qui se gabent d'être des 'États de Droit'; elle demandait:

«au Secrétaire général d'entamer des consultations avec toutes les parties directement intéressées en vue derencontrer les moyens permatteant de parvenir à un rèlement global du problème».



Cette résolution est à l'origine de la formule qui apparaît habituellement dans les prises de position gouvernementales et internationales sur le Timor Oriental et qui manifeste soutien à la mission du Secrétaire général de l'ONU et à la recherche d'une «***solution juste, globale et internationalement acceptable***». Cette mission confiée au Secrétaire général empêcha un glissement vers une reconnaissance 'de facto' de l'intégration par simple abstention.

En 1989 Mgr Belo lança le plus officiel de ses appels à la Communauté internationale dans une lettre envoyée au Secrétaire général de l'ONU:
«Le processus de décolonisation du Timor portugais n'a pas encore été résolu par les Nations Unies et il convient de ne pas le laisser dans l'oubli. (...) Je viens demander à M. le Secrétaire général de commencer à Timor le processus de décolonisation le plus normal et le plus démocratique, qui est la réalisation d'un REFERENDUM. Jusqu'à maintenant le peuple n'a pas été consulté. Ce sont les autres qui parlent au nom du peuple. C'est l'Indonésie qui dit que le peuple de 'Timor Timur' a déjà choisi l'intégration, mais le peuple de Timor lui-même n'a jamais dit cela. Le Portugal veut laisser au temps la résolution de ce problème. Et nous, nous mourons comme Peuple et comme Nation» *(6/2/89).*

Le Vatican s'est comporté dans tout ce processus comme les autres États, donnant la priorité à ses bonnes relations avec l'Indonésie. Le Nonce, ambassadeur du Vatican à Djakarta, a même déclaré que ***«la lettre*** (de Mgr Belo*)* ***ne traduit pas les aspirations de l'Église catholique ni du peuple du Timor Oriental»*** *(Jakarta Post, 14/6/89),* ce qui amena le clergé du territoire à répondre avec amertume: ***«Le clergé de Dili rejette les opinions manifestées par certaines personnalités ecclésiastiques... nous espérons que notre appel aide les pouvoirs publics et ecclésiastiques à comprendre ce que sentent l'Église et le peuple du Timor Oriental et qui est exprimé dans la lettre du 6 février»*** *(juillet 1989).*

La Commission des Droits de l'Homme, la Sous-Commission des Minorités et contre la Discrimination, le Comité de Décolonisation et l'Assemblée générale sont les principaux organismes de l'ONU où le problème de Timor est abordé. Divers Parlements, en particulier le Parlement Européen, le Congrès et le Sénat des USA, divers fora internationaux comme le Conseil de l'Europe, les Assemblées ACP-CE (Afrique/Caraibes/Pacifique - Communauté Européenne) et beaucoup d'autres y compris des ONG, des Églises... ont contribué pour que le dossier soit maintenu ouvert.

Le Portugal a fait appel aux Nations Unies pour qu'elles interviennent contre cette occupation illégale. Mais les grandes puissances démocratiques - Amérique, Europe et Japon - n'ont pas montré jusqu'à présent une volonté sérieuse de mettre fin aux crimes contre l'humanité pratiqués par le gouvernement indonésien au Timor Oriental
(The Times, éditorial, 22/11/91)

1993 JUGEMENT DE XANANA GUSMÃO

«Qui a peur du referendum? Pourquoi ont-ils peur du referendum? Moi je n'ai pas peur d'un referendum sous supervision internationale (...) Qui a peur du referendum a peur de la vérité!»

(Xanana Gusmão devant le tribunal, 1993)

Le 20 novembre 1992 Xanana Gusmão fut arrêté dans une cachette à Dili. L'Indonésie s'empressa à annoncer la fin de la résistance et monta un spectacle où Xanana apparaissait auprès du gouverneur et faisait un appel à ses compagnons pour qu'ils se rendent. Les autorités militaires annoncèrent que l'Église du Timor Oriental s'associait à cet appel, alors qu'en réalité Mgr Belo demandait seulement aux prêtres d'accompagner d'éventuels guérilleros qui voudraient se rendre afin d'éviter qu'ils soient torturés ou même exécutés. L'Indonésie a annoncé des redditions mais n'a jamais présenté les rendus.

Un nouveau leader, Mau Huno, remplaça Xanana Gusmão, montrant que, malgré la longue permanence de Xanana à sa tête, la continuité de la résistance n'était pas liée au sort de son chef charismatique. Mau Huno fut à son tour arrêté en 1993 et remplacé par Konis Santana. La résistance clandestine dans les villes fut aussi durement atteinte: en 1991 par le massacre de Santa Cruz, son principal responsable, identifié, fut obligé de s'exiler; en 1992 par la vague d'arrestations qui accompagna l'arrestation de Xanana; et encore en 1995 avec la disparition mystérieuse de son principal responsable et de nouvelles vagues massives d'arrestations en octobre. Malgré toutes les représailles le niveau des protestations n'a cessé de croître.

Xanana Gusmão a exprimé un jour ce que devrait être la ligne maîtresse de la résistance face à un adversaire beaucoup plus fort qu'elle:
«Chercher dans la force de notre ennemi ses faiblesses, et faire de nos faiblesses notre force». Xanana a lui-même fait une brillante démonstration de ce principe.

Les généraux indonésiens ennivrés par la capture du leader qu'ils poursuivaient depuis 1981, voulurent tirer la rentabilité maximale de leur victoire et exhiber leur

> «Ce tribunal fait référence à la date du 7 décembre 1975 comme au jour de la formation d'un gouvernement provisoire et d'une Assemblée locale. Si tous les indonésiens ont oublié, c'est mon devoir de rappeler ici le tragique jour du 7 décembre de cette année, lorsque furent lancés sur Dili des milliers de parachutistes indonésiens, avec l'appui des fusillers-marins.
> Le 7 décembre 1975 fut le jour qui marque dans l'Histoire la lâche et honteuse invasion indonésienne, le jour où les troupes indonésiennes ont massacré sans discrimination la population sans défense de Dili, causant des milliers de morts parmi des vieillards, des femmes et des enfants, y compris un journaliste australien. (...)
> Un gouvernement installé au son des bombardements maritimes et terrestres contre une population sans défense, au son de l'avancée des tanks et des canons; un gouvernement de ceux-là a-t-il une quelconque valeur juridique? (...)
>
> J'ai beaucoup entendu parler du caractère arriéré du colonialisme portugais, comme si moi-même n'avait pas vécu ce colonialisme. On m'indique le prétendu développement du Timor Oriental comme un facteur d'estime, un facteur statistique à comparer avec la période coloniale portugaise. Je vous demande si le colonialisme peut être distingué entre bon et mauvais? Est-ce que, parce que le Portugal n'a pas développé le Timor Oriental pendant 400 ans, nous devons, nous les timorais, payer les erreurs d'un colonialiste par les crimes d'un autre? Aujourd'hui toutes les théories élaborées sur le colonialisme ou sur la fondation ou apparition de nouvelles nations, doivent être lues à la lumière des principes universels et du droit international, consacrés dans la Charte des Nations Unies. (...)

prisonnier non seulement devant les timorais mais aussi devant le monde entier, pour montrer à tous que la guérilla et la contestation étaient bien mortes. Xanana, conscient de sa position d'infériorité leur laissa croire qu'il n'était pas en position de faire de grandes revendications, demandant seulement la faveur de pouvoir prononcer sa défense finale devant le tribunal qui le jugerait. Trop confiants de leur supériorité, les généraux indonésiens acceptèrent cette requête de leur vaincu, et Xanana Gusmão profita de l'estrade montée par ses ennemis pour proclamer les raisons de sa lutte et de la résistance de son peuple. Son jugement se transforma en un jugement du régime indonésien et en une opportunité unique de s'expliquer devant le peuple indonésien. Malgré les garanties données, le tribunal coupa la parole à l'accusé-accusateur, niant ainsi ce qui restait d'apparences de légalité dans son procès.

L'Humanité aspire à un idéal suprême: la réalisation de l'individu et des peuples, dans un contexte d'amples libertés, de droit, de justice et paix. Le réalisme politique est une théorie imposée par les puissants, c'est le concept qui pervertit et est en train de pervertir ces principes. Le réalisme politique est un concept qui donne des droits seulement aux grands, aux forts, pour agir au nom de leurs propres intérêts, retirant aux petits la capacité de se défendre, la capacité de refuser et la capacité d'agir contre. Quand on parle de réalisme politique, implicitement, on parle d'inégalités de circonstances, d'inégalités de conditions entre deux parties engagées dans un processus quelconque. C'est cette inégalité qui impose que les petits et les faibles doivent se porter comme de bons apprentis du réalisme politique. (...)

Je continue à rappeler ici la nécessité du dialogue, avec la participation des timorais. J'ai toujours dit à qui voulait m'entendre, que le peuple timorais n'apprécie pas le prétendu 'pembangunan' (développement). Le problème c'est qu'il n'est pas libre. La liberté est une valeur de mon peuple et c'est l'objectif de sa lutte. Je fais appel à la nouvelle génération indonésienne pour qu'elle comprenne que le peuple du Timor Oriental donne plus de valeur à la liberté, à la justice et à la paix qu'au prétendu développement qui est fait ici, avec l'aide de l'Australie, des USA et d'autres pays européens qui maintiennent des relations économiques étroites avec Djakarta. (...)

Je fais appel au peuple indonésien pour qu'il comprenne que, selon les principes universels et en conformité avec le droit international, le Timor Oriental est considéré comme un territoire non-autonome, contemplé par des normes qui régissent le processus de décolonisation. Le problème n'est pas que nous voulons nous séparer de l'Indonésie, le problème est que le Timor Oriental n'a jamais été indonésien..

(Extraits de la défense de Xanana Gusmão devant le tribunal)

1994

TIMORAIS "COLLABORATEURS" DES INDONÉSIENS?

«Si tu ne le tues pas c'est moi qui te tue»

(commandant militaire de Muapitini au chef traditionnel local)

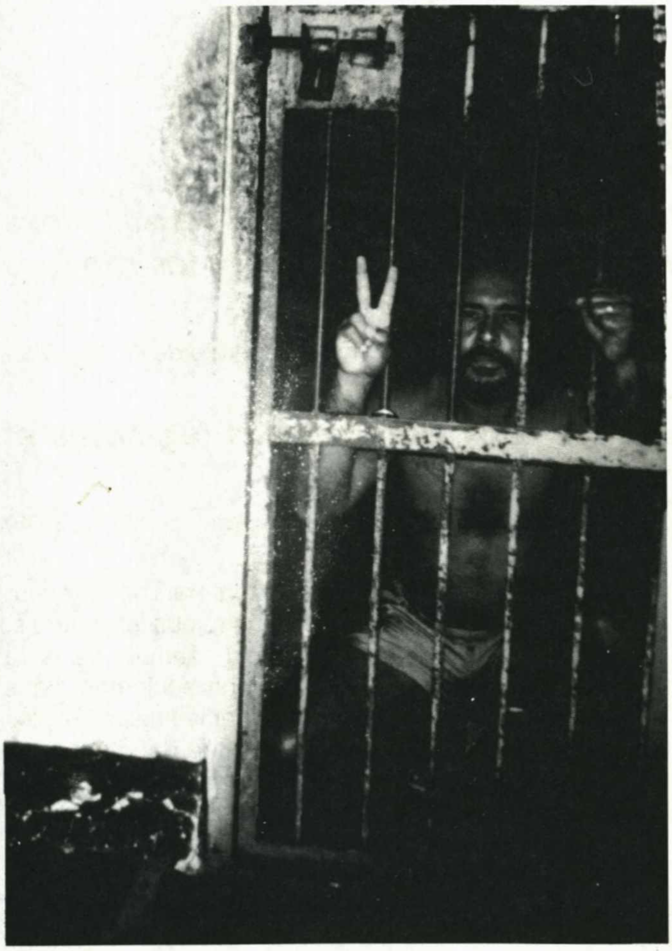
Les 'ninjas' sont des hommes de main pour des tâches sales et violentes. Les militaires indonésiens nient évidemment que les 'ninjas' soient recrutés par eux et ils présentent les conflits dans lesquels ils sont impliqués comme des luttes entre timorais. Agissants dans les grandes villes fortement contrôlées et en particulier pendant la nuit, il est impossible que les 'ninjas' puissent le faire contre la volonté de l'armée, ils furent d'ailleurs déjà recueiilis par des camions militaires lorsqu'il était nécessaire de les retirer rapidement.

Des timorais recrutés par les indonésiens pour lutter contre les autres timorais ne sont pas une nouveauté. Dans les premiers jours de l'invasion les indonésiens se sont abrités derrière les timorais qui, après la courte guerre civile qui opposa la coalition UDT-Apodeti contre le Fretilin, s'étaient réfugiés au Timor indonésien.
Les leaders de l'Apodeti, Arnaldo Araújo et João Martins, acceptèrent de jouer ce rôle, l'un comme premier chef du gouvernement provisoire et l'autre comme chef des services de l'Assemblée locale créée par les indonésiens. Mais, le premier novembre 1986, onze ans après l'invasion, ils furent arrêtés sans que les raisons de cette arrestation aient jamais été éclaircies. João Martins , qui était alors chef des Services Sociaux de la 'Province' fut démis de ses fonctions et offrit ses services à l'école S. José appartenent à l'Église. Curieusement, le directeur démis compulsivement fut invité à une fête des Services Sociaux. Durant la fête il fut pris de malaise, hospitalisé et mourut. La famille, convaincue qu'il s'agissait d'un empoisonnement, demanda une autopsie, mais les autorités refusèrent. Arnaldo eût à la même époque une mort semblable, il avait confessé qu'il se trouvait désillusionné par le chemin que l'intégration avait pris.

David Dias Ximenes, un timorais officier de l'armée portugaise, se trouvait dans l'île de Ataúro lors de l'invasion. Les militaires indonésiens lui firent jouer le rôle de représentant du Timor Oriental à Djakarta en 1976 pour les fêtes de l'indépendance de l'Indonésie, mais en 1980 il fut arrêté et condamné à 17 ans de prison.

João Maria dos Reis, fonctionnaire de l'administration portugaise à Dili, offrit ses services aux indonésiens lorsque la ville fut occupée. Après avoir réussi à s'enfuir de Timor il témoigna devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU qu'il avait été torturé par les indonésiens qui voulaient qu'il présente de faux témoignages contre Francisco Lopes da Cruz et Mário Sanches, alors respectivement vice-gouverneur du Timor Oriental et maire de Dili par nomination des mêmes forces occupantes. Lopes da Cruz fut envoyé à Djakarta où il est aujourd'hui 'conseiller' du Président Suharto, Mário Sanches eût moins de chance et mourut en conséquence de coups-de-pieds dans le ventre que lui infligèrent les militaires. Plus tard João Maria dos Reis fut le premier timorais à visiter des parents en Australie et à revenir 'librement' à Timor, une opération de propagande montée par les indonésiens: sa femme et ses enfants avaient été retenus en otages. Plus tard les autorités autorisèrent l'opération inverse, sa famille se rendit en Australie tandis que lui-même restait à Dili. Il réussit toutefois à s'enfuir et rejoignit sa famille hors de Timor.

Le 6 décembre 1983 la population de Muapitini, village stratégique voisin de Lospalos, reçut l'ordre de se réunir sur la place du marché local pour une grande fête. Cinq hommes de ce camp-village, deux militaires auxilliaires des indonésiens, un fonctionnaire public, le chef du village de Wailoro et un autre habitant du camp, avaient été arrêtés sous suspicion d'avoir eu des contacts avec la résistance armée. Les militaires indonésiens choisirent cinq personnalités du camp auxquelles ils 'firent l'honneur' de tuer leurs compatriotes devant la population rassemblée à cet effet. ***«Si tu ne le tues pas c'est moi qui te tue»*** dit le commandant militaire au chef traditionnel du lieu. ***«L'émotion était telle qu'ils ne réussirent pas à les tuer mais seulement à les blesser, et les indonésiens les enterrèrent vivants»*** écrit un témoin. Mgr Belo fit allusion à ce cas et à d'autres semblables dans une lettre à Mgr Costa Lopes: ***«Le 'bapak'*** (terme indonésien de considération que les timorais utilisent péjorativement)***, le 'bapak' rit tout***



content, se frotte les mains et dit que ce n'est pas de sa faute» *(lettre, 16/2/84).*

En août 1988 un journaliste de France-Presse en visite à Timor annonce que l'Église locale négocie la reddition des guérilleros. À l'origine de cette information se trouve une rencontre du Père Locatelli, de Aleixo Ximenes, président de l'Assemblée régionale de Baucau et de Joaquim Guterres, commandant d'une Compagnie des troupes auxilliaires timoraises (hansips) de Ossu au service de l'Indonésie, avec Xanana Gusmão en personne. On ignore la finalité de cette rencontre, mais les troupes indonésiennes étaient, pour le moins, informées de sa réalisation. Le jour marqué les militaires indonésiens imposent leur présence sous prétexte d'assurer la protection des intervenants et tentent, sans succès, de capturer Xanana Gusmão. À la suite de cette opération manquée, Joaquim Guterres fut emprisonné et torturé par les indonésiens; Aleixo Ximenes chercha refuge dans la résidence de l'évêque, et le Père Locatelli fut interrogé au Kopskam de Dili, siège des Services Secrets militaires. Est-ce que c'est là la façon de remercier un service rendu, même manqué? N'est-il pas plus probable qu'il y ait eu, de la part des indonésiens, une tentative d'utiliser les responsables timorais et le missionnaire contre leur propre volonté?

Les cas pourraient être multipliés indéfiniment... Lorsque Xanana Gusmão fut capturé, furent aussi arrêtés de hauts fonctionnaires et des auxilliaires militaires de l'Indonésie, accusés de maintenir des relations avec lui. Outre la nécessité de 'collaborer' en certaines circonstances pour des raisons de survie, il existe une stratégie d'infiltration dans les services de l'ennemi qui fait partie de l'effort collectif de résistance.

Le 12 novembre 1991, les forces de sécurité ont ouvert le feu au cimetière de Santa Cruz contre des civils désarmés qui avaient participé à une manifestation en faveur de l'indépendance du Timor Oriental. Selon les autorités 19 personnes ont été tuées. Beaucoup de sources, toutefois, estiment que le nombre total des personnes tuées se situe entre 150 et 270.
Le rapporteur spécial est arrivé à la conclusion que les forces de sécurité ont procédé à une opération militaire planifiée, contre des civils désarmés qui manifestaient leur désaccord politique, une claire violation des normes internationales sur l'usage de la force et des armes-à-feu par des forces officielles

(M. Bacre Waly Ndiaye, rapporteur spécial de la Commission des Droits de l'Homme pour les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires)

1995

CONVERSATIONS PORTUGAL-INDONÉSIE DIALOGUE INTER-TIMORAIS

«L'Assemblée générale (...) prie le Secrétaire général d'entamer des consultations avec toutes les parties directement intéressées en vue de rechercher les moyens permettant de parvenir à un règlement global du problème»

(résolution 37/30, Assemblée générale de l'ONU, 1982)

«L'Église demande aux dirigeants politiques de tenir compte des légitimes et fondamentales aspirations du peuple timorais»

(Mgr Belo, à la rencontre inter-timoraise de Schlaining, 1995)

En juin 1995 se réalisa en Autriche, sur invitation du Secrétaire général de l'ONU, la première rencontre entre timorais de toutes les tendances, vivants au Timor Oriental ou en exil. Le 'dialogue inter-timorais' tout comme les conversations Portugal-Indonésie se déroulent sous les auspices de l'ONU et prétendent donner suite à la résolution 37/30, la dernière résolution de l'Assemblée générale de l'ONU sur cette question, approuvée en 1982.

Appuyée par le Portugal et combattue par l'Indonésie, la résolution fut approuvée seulement par 50 voix en faveur, 46 contre et 50 abstentions. Parmi les votes contre se trouvaient les USA et parmi les abstentions tous les plus grands pays de la Communauté Européenne, ce qui montre bien l'importance très relative que la communauté internationale donnait au Timor Oriental, ou -peut-être avec plus d'exactitude- la grande importance que beaucoup de gouvernements donnent à leurs relations avec l'Indonésie. Pour essayer de surmonter ce manque d'intérêt, la résolution 37/30 confia au Secrétaire général le mandat de continuer à tenter de résoudre la question dans la perspective de la Charte des Nations Unies et des résolutions déjà adoptées.

Ayant en considération l'appui limité de la communauté internationale, le S.G. initia des rencontres diplomatiques entre le Portugal et l'Indonésie. L'Indonésie ne pouvait refuser, mais elle fit tout ce qu'elle pouvait pour laisser traîner les discussions sur des thèmes secondaires, ajournant ainsi les questions essentielles.

Avec le massacre de Santa Cruz en 1991, la pression internationale augmenta. Le S.G. relança les conversations à un rythme plus rapide (deux fois par an) mais, étant donné que le positions du Portugal et de l'Indonésie sont aussi éloignées aujourd'hui qu'elles ne l'étaient en 1982, il recommanda aux deux parties de faire des gestes de bonne volonté adoptant des 'mesures de confiance'.

L'Indonésie présenta dans ce cadre les 'rencontres de réconciliation' qu'elle organisa entre timorais de l'intérieur et de la diaspora. En principe ouverts à tous les timorais, les rencontres péchaient pour se réaliser dans la dépendance totale de l'Indonésie, non seulement dans leurs aspects matériels mais même par la finalité qu'elles disaient poursuivre et qui était exprimée dans leur nom lui-même. Le voulant ou non, les timorais qui participeraient aux rencontres affirmeraient que le problème du Timor Oriental est un problème de désentente entre timorais et que sa solution se trouvait dans leur réconciliation. De plus, d'éventuelles conclusions ou recommandations élaborées par ces rencontres n'obligeaient le gouvernement de Djakarta devant personne, comme on s'en aperçut d'ailleurs par le refus du Président Suharto à répondre même aux quelques suggestions faites lors de la deuxième rencontre, alors même qu'une réponse positive servirait les intérêts de l'Indonésie dans la mesure où elle donnerait une certaine crédibilité à son initiative.

L'ONU récupéra l'idée et proposa des **«rencontres inter-timorais»** qui se réaliseraient sous ses auspices. Elle ne changeait pas seulement le nom mais aussi le sens des rencontres. Ce n'est pas par hasard que, lorsque le S.G. présenta sa proposition, le Ministre des Affaires Étrangères d'Indonésie, Ali Alatas, exigea que la question de l'autodétermination de Timor reste hors des débats, tandis que le Ministre portugais, Durão Barroso, exigeait totale liberté de discussion. L'impossibilité d'arriver à un accord sur ce point fut telle que le S.G reproduit ces deux exigences contradictoires, l'une auprès de l'autre, dans son invitation.

Les 30 timorais invités par l'ONU ne se divisent pas idéologiquement en fonction de leur origine (intérieur ou exil). Les timorais de l'intérieur, excepté l'évêque catholique de Dili, sont des timorais qui ont, ou ont eu, des responsabilités sous l'administration indonésienne, ce qui se signifie pas que, aujourd'hui, ils soient tous pro-

indonésiens. Guilherme Gonçalves, premier gouverneur nommé par l'Indonésie, l'a prouvé en profitant de la rencontre pour se manifester en faveur de l'indépendance.

De même parmi ceux qui sont en exil quelques-uns défendent aujourd'hui des solutions qui favorisent l'Indonésie parce qu'ils estiment que ces solutions servent mieux leurs propres intérêts particuliers actuels. L'Indonésie et quelques-uns des participants des 'rencontres de réconciliation' ont eu de la difficulté à accepter la proposition de l'ONU. Abílio Araújo, expulsé du Fretilin, a critiqué le fait de l'ONU assumer l'initiative des rencontres, disant qu'elle devrait se limiter à faciliter l'élargissement des rencontres de 'réconciliation'. Lopes da Cruz, conseiller de Suharto, a défendu que les propositions issues des rencontres inter-timoraises devraient être adressées seulement au Président Suharto et non à l'ONU ou au gouvernement portugais.

L'unique personnalité qui a obtenu les applaudissements des deux côtés fut Mgr Belo lorsque, se posant au-dessus des parties, il présenta le point de vue de l'Église: ***«En ce qui concerne l'avenir politique du Timor Oriental (intégration ou indépendance) la position de l'Église du Timor Oriental est d'accepter l'option des timorais, quelle qu'elle soit. (...)***

Tant que les timorais seront traités comme un peuple vaincu et transformés en otages dans leur propre pays, cette situation constituera un obstacle important sur le chemin d'un développement authentique, juste et intégral. (...)

Si l'autorité se base uniquement sur la menace, la terreur, l'intimidation et la corruption, elle empêchera la réalisation du bien commun. Les timorais sentent qu'ils ont été annexés (conquis) et non intégrés».

À la fin de la rencontre les participants approuvèrent un document qui souligne l'importance des conversations entre les gouvernements indonésien et portugais sous les auspices du S.G. de l'ONU en vue de rechercher une ***«solution juste, globale et internationalement acceptable dans le cadre de la résolution 37/30».*** Quelques jours plus tard les participants de l'intérieur furent obligés de faire marche arrière et de signer une déclaration qui rejetait la référence à la résolution 37/30 de l'Assemblée générale de l'ONU: l'Indonésie refusait cette référence parce que, dans son préambule, la résolution 37/30 reconnaît le droit du peuple du Timor Oriental à l'autodétermination et à l'indépendance! (voir page 49).

L'Assemblée ACP-EU (64 pays d'Afrique, Caraïbes, Pacifique et les pays de l'Union Européenne)

- **Rappelant ses résolutions antérieures sur le Timor Oriental,**
- **Demande aux autorités indonésiennes pour libérer immédiatement les membres de l'opposition timoraise, y compris X.Gusmão.**
- **Considère que les négociations sous les auspices du Secrétaire général de l'ONU doivent continuer, avec l'intention d'y associer les représentants du peuple de Timor, mais croit qu'il ne peut pas y avoir de limitations des sujets sur lesquels ils puissent exprimer leur opinion, en particulier celui du statut du Timor Oriental.**

(résolution, réunion de Dakar, 3/2/95)

LES INDONÉSIENS FATIGUÉS DU TIMOR-ORIENTAL

«Nous avons détecté des signes d'une espèce de 'fatigue du Timor Oriental' chez beaucoup d'indonésiens»

(éditorial du Jakarta Post, 28/9/95)

Si hors de l'Indonésie certains considèrent que le Timor Oriental ne pourra être indépendant que lorsque l'Indonésie aura un régime démocratique, en Indonésie d'autres pensent que l'Indonésie ne sera démocratie que lorsque le Timor Oriental sera libre.

Le manque de respect pour les lois et décisions qu'eux mêmes ont élaboré, a conduit de nombreux États à voir la question du Timor Oriental uniquement comme un appendice de l'Indonésie. Une lecture attentive de ce que, aujourd'hui, les indonésiens eux-mêmes commencent à penser, pourrait peut-être les aider à rectifier cette vision.

Avant le massacre de Santa Cruz, le Timor Oriental était sujet tabou en Indonésie et rares étaient les indonésiens qui savaient ce qui s'y passait. L'étude d'une équipe de chercheurs de l'Université de Gajah Mada, publiée en 1990, donnait déjà un signal d'évolution dans l'abordage du problème, mais cette réflexion restait limitée aux milieux universitaires.

Les démentis des autorités de Djakarta face aux informations divulguées dans les moyens de communication internationaux sur le massacre de Santa Cruz, donna aux journalistes indonésiens une excellente opportunité pour, en même temps que les démentis, divulguer ces informations. Les condamnations de leur pays par l'opinion internationale, dont les effets continuent à se faire sentir chaque fois que des gouvernants indonésiens visitent des pays étrangers et sont confrontés à des manifestations de protestations, obligèrent les indonésiens à penser à ce problème.

Ou parce qu'ils ont été choqués par le massacre en soi, ou parce qu'ils sont incommodés par ses répercussions au niveau international, les indonésiens ne peuvent plus aujourd'hui ignorer le Timor Oriental:
«Nous regrettons vraiment que, à cause d'un groupe des forces armées, l'intégrité morale, la dignité et la crédibilité de la Nation aient été mis en cause aux yeux du monde et dans notre propre pays» *(Conférence des évêques catholiques, Tempo, 7/12/91).*

En novembre 1994 l'Indonésie accueilla le sommet de l'APEC, la coordination économique Asie-Pacifique, qui amenait à Djakarta les chefs-d'État et de gouvernement de ces pays, parmi lesquels le Président Clinton. Sommet de première importance pour l'image internationale de l'Indonésie. le général Hendro-Priyono, commandant militaire de Djakarta avertit:
«Que personne n'essaie de créer des désordres durant la réunion de l'APEC. Nous avons 5.000 agents de sécurité prêts pour sauvegarder la réunion. Personne ne doit essayer d'utiliser la situation en vue de désacréditer la nation indonésienne aux yeux du monde en organisant des manifestations, distribuant des tracts ou faisant grève. Nous traiterons tous ceux qui provoqueraient des désordres durant l'APEC non pas comme de simples criminels mais comme des traîtres» *(Kompas, 26/10/94).*

Les timorais ne laissèrent pas passer l'opportunité. 29 d'entre eux réussirent à sauter la grille des jardins de l'ambassade des USA dans la capitale indonésienne et à attirer l'attention des journalistes venus du monde entier pour assurer la couverture du sommet.

Pour l'opposition interne au régime indonésien les timorais sont devenus un exemple de courage et la question du Timor Oriental une arme contre la dictature. Pour les autres, le Timor Oriental est un poids, au minimum ***«une pierre dans son soulier»,*** comme a dit un jour le Ministre des Affaires Étrangères lui-même.

Le dirigeant musulman Amien Rais, après les confrontations de septembre 1995 entre timorais et indonésiens dans diverses villes de Timor, a traité les timorais ***«d'enfants gâtés»*** et, dans un débat auquel il participait à l'Université Gajah Mada, il les menaça de ce que les timorais probablement aimeraient le plus:
«Nous devons changer d'attitude et donner à ces enfants une leçon (...) au lieu de dépenser nos énergies et notre argent, je suis d'accord avec Muladi (professeur de Gajah Mada) que nous devrions les abandonner à leur sort et les laisser créer un petit État».

Autre sensibilité est celle du professeur Aditjondro, de l'Université de Salatiga, qui demanda: ***«Qu'est-ce qui***

ÇÃO
PRISIONE
LIDER
POVO

serait plus efficace pour eux (timorais): ***utiliser tout le pétrole du Timor-Gap pour développer le Timor Oriental ou, s'ils faisaient partie de l'Indonésie, avoir à demander leur quote-part des bénéfices confiés au centre?»*** *(Sinar, 19/11/94).*

Le sentiment de fatigue manifesté par Amien Rais se rencontre aussi dans l'un des principaux journaux indonésiens, le Jakarta Post. Dans un éditorial intitulé **«Temps pour réfléchir»** le journal souligne:
«une question plus importante (que de nier le caractère politique des désordre au Timor Oriental***) est d'examiner pourquoi il continue à y avoir des confrontations au Timor Oriental avec une régularité perturbante, considérant que le gouvernement continue à nous assurer que tout va bien au Timor Oriental (...) Tout cela rend clair qu'il est plus que temps que nous fassions un sérieux examen de conscience relativement au Timor Oriental»*** *(Jakarta Post, 11/9/95).*

Quelques jours plus tard le Jakarta Post consacrait un nouvel éditorial au Timor Oriental:
«Nous avons détecté des signes de la diffusion d'une espèce de 'fatigue du Timor Oriental' chez beaucoup d'indonésiens. Des questions comme, pour combien de temps encore le problème du Timor Oriental continuera-t-il à nous poursuivre, ou, pourquoi le Timor Oriental continue-t-il à être un plaie ouverte même après 20 ans d'intégration, sont des exemples de ce sentiment» *(Jakarta Post, 28/9/95).*

Pourquoi le gouvernement ne promeut-il pas une conférence, une série de conférences si nécessaire, dans laquelle toutes les sensibilités, y compris intellectuels, dirigeants religieux, officiers des forces armées, fonctionnaires du gouvernement, parlementaires, dirigeants informels et autres figures en relief, pourraient avoir une discussion ouverte et franche sur la façon de résoudre le problème du Timor Oriental?

(Jakarta Post, éditorial, 28/9/95)

ONU

RÉSOLUTION DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Résolution 384 (1975) du 22 décembre 1975

Le Conseil de sécurité,

- Ayant pris note de la teneur de la lettre du représentant permanent du Portugal (S/11899),
- Ayant entendu les déclarations des représentants du Portugal et de l'Indonésie,
- Ayant entendu les représentants du Timor Oriental,
- Reconnaissant le droit inaliénable du peuple du Timor Oriental à l'autodétermination et à l'indépendance conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et à la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960,
- Notant que l'Asssemblée générale dans sa résolution 3485 (XXX) du 12 décembre 1975, a notamment demandé au Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux d'envoyer une mission d'enquête au Timor Oriental,
- Profondément préoccupé par la détérioration de la situation au Timor Oriental,
- Profondément préoccupé également par les pertes en vies humaines et conscient de la nécessité urgente d'éviter toute nouvelle effusion de sang au Timor Oriental,
- Déplorant l'intervention des forces armées de l'Indonésie au Timor Oriental,
- Regrettant que le gouvernement portugais ne se soit pas pleinement acquitté des responsabilités qui lui incombent en tant que puissance administrante du Territoire aux termes du chapitre XI de la Charte

1. Demande à tous les États de respecter l'intégrité territoriale du Timor Oriental ainsi que le droit inaliénable de son peuple à l'autodétermination, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;
2. Demande au gouvernement indonésien de retirer sans délai toutes ses forces du Territoire;
3. Demande au gouvernement portugais, en tant que puissance administrante, de coopérer pleinement avec l'Organisation des Nations Unies afin de permettre au peuple du Timor Oriental d'exercer librement son droit à l'autodétermination;
4. Prie instamment tous les États et toutes les autres parties intéressées de coopérer pleinement avec l'Organisation des Nations Unies dans ses efforts pour apporter une solution pacifique à la situation existante et faciliter la décolonisation du Territoire;
5. Prie le Secrétaire général d'envoyer d'urgence un représentant spécial au Timor Oriental afin d'évaluer sur place la situation existante et de prendre contact avec toutes les parties dans le Territoire et tous les États intéressés en vue d'assurer l'application de la présente résolution;
6. Prie en outre le Secrétaire général de suivre l'application de la présente résolution et, tenant compte du rapport de son représentant spécial, de présenter des recommandations au Conseil de sécurité aussitôt que possible;
7. Décide de demeurer saisi de la situation.

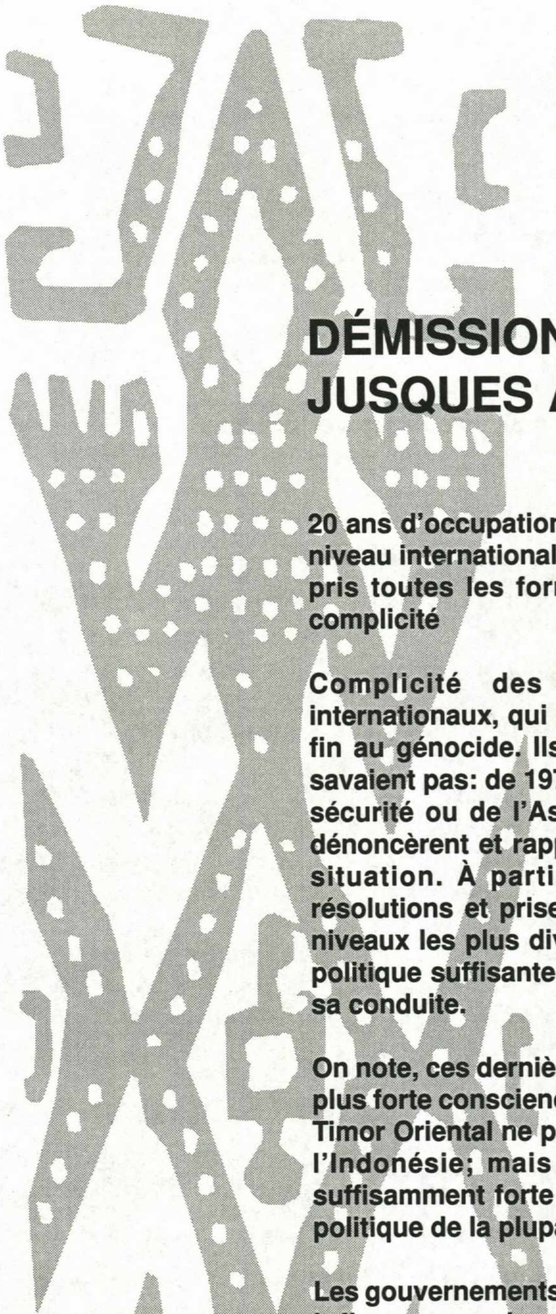
ONU RÉSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Résolution 37/30 du 23 novembre 1982

L'Assemblée générale,

- Reconnaissant le droit inaliénable de tous les peuples à l'autodétermination et à l'indépendance conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et à la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale du 14 décembre 1960, et à d'autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies,
- Ayant examiné le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux relatif au Timor Oriental et d'autres documents pertinents,
- Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur la question du Timor Oriental,
- Prenant acte de la résolution 1982/20 adoptée le 8 septembre par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,
- Ayant entendu la déclaration du représentant du Portugal, en sa qualité de puissance administrante,
- Ayant entendu la déclaration du représentant de l'Indonésie,
- Ayant entendu les déclarations du représentant du Frente Revolucionária de Timor Leste Independente et de divers pétitionnaires, ainsi que de représentants d'organisations non-gouvernementales,
- Ayant à l'esprit que le Portugal, Puissance administrante, s'est pleinement et solennellement engagé à soutenir le droit du peuple du Timor Oriental à l'autodétermination et à l'indépendance;
- Ayant également à l'esprit ses résolutions 3485 (XXX) du 12 décembre 1975, 31/53 du 1er décembre 1976, 32/34 du 28 novembre 1977, 33/39 du 13 décembre 1978, 34/40 du 21 novembre 1979, 35/27 du 11 novembre 1980 et 36/50 du 24 novembre 1981,
- Préoccupée par la situation humanitaire qui règne dans le territoire et convaincue que la communauté internationale ne doit épargner aucun effort pour améliorer les conditions de vie de la population du Timor Oriental et lui garantir la jouissance effective de ses droits de l'homme fondamentaux,

1. Prie le Secrétaire général d'entamer des consultations avec toutes les parties directement intéressées, en vue de rechercher les moyens permettant de parvenir à un règlement global du problème, et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa trente-huitième session;
2. Prie le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux de poursuivre activement l'examen de la situation et de prêter au Secrétaire général tout le concours nécessaire en vue de faciliter l'application de la présente résolution;
3. Demande à toutes les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies, en particulier le Programme alimentaire mondial, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, de venir en aide immédiatement, dans leurs domaines de compétence respectifs, à la population du Timor Oriental, en étroite consultation avec le Portugal, en sa qualité de puissance administrante;
4. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-huitième session la question intitulée «Question du Timor Oriental».



DÉMISSION INTERNATIONALE, JUSQUES À QUAND?

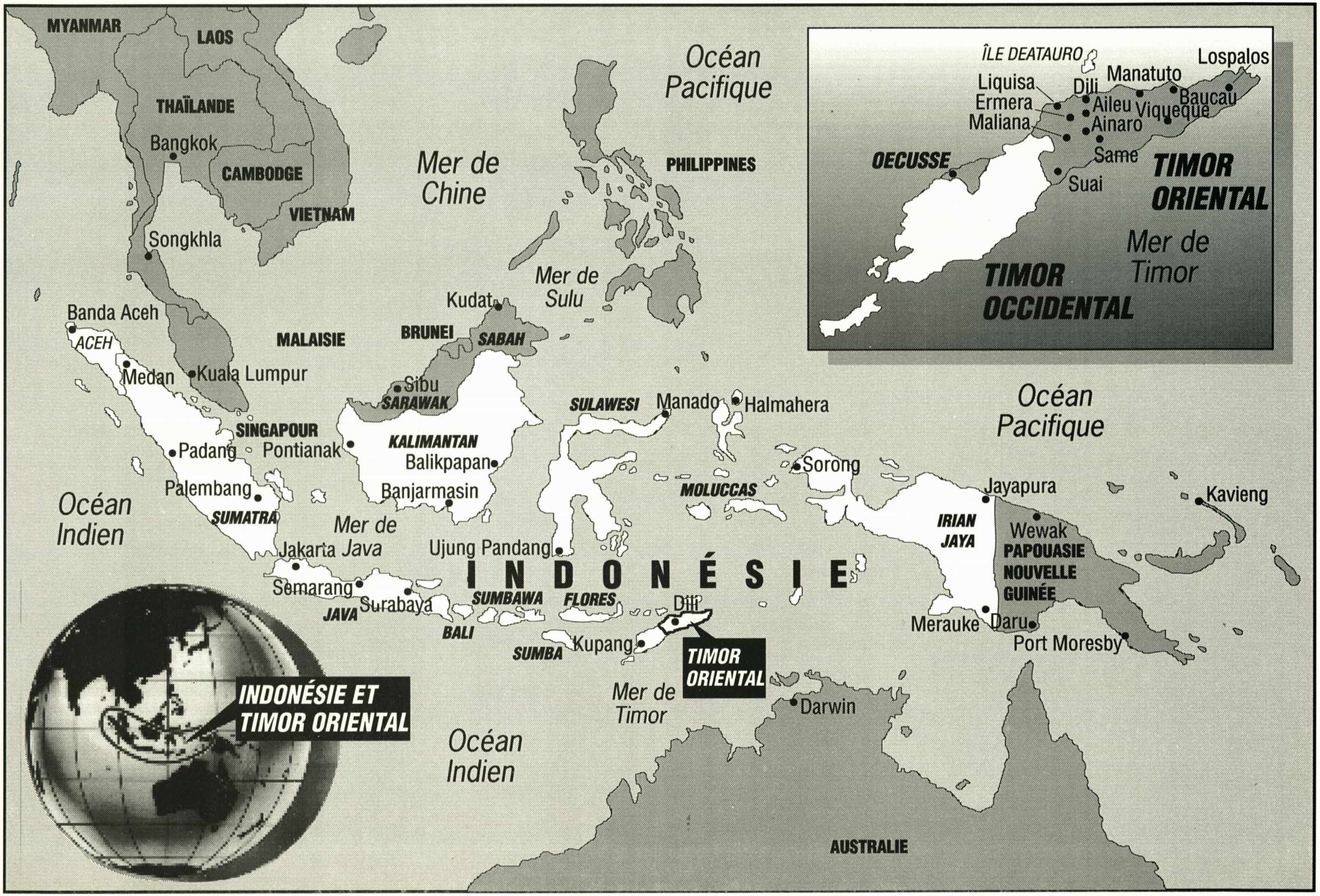
20 ans d'occupation, 20 ans de résistance, mais aussi, au niveau international, 20 ans de démission; démission qui a pris toutes les formes, depuis l'indifférence jusqu'à la complicité

Complicité des gouvernements et organismes internationaux, qui n'ont rien fait ou très peu, pour mettre fin au génocide. Ils ne pourront pas prétendre qu'ils ne savaient pas: de 1975 à 1982 les résolutions du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale des Nations Unies dénoncèrent et rappelèrent chaque année la gravité de la situation. À partir de 1982 et jusqu'aujourd'hui les résolutions et prises de position se sont multipliées aux niveaux les plus divers, mais il n'y eu jamais une volonté politique suffisante pour forcer l'Indonésie à reconsidérer sa conduite.

On note, ces dernières années au niveau international, une plus forte conscience de ce que la solution du problème de Timor Oriental ne pourra pas passer par l'intégration dans l'Indonésie; mais cette conscience n'est pas encore suffisamment forte pour faire changer dans la pratique la politique de la plupart des gouvernements.

Les gouvernements sont, dans la proportion directe de leur influence sur le gouvernement indonésien ou sur les organisations gouvernementales internationales, les principaux responsables de la continuation de l'occupation et des violations qui en résultent; mais beaucoup d'organismes et d'individus qui peuvent influencer les gouvernements -informant, protestant, pressionnant- et ne le font pas, partagent cette responsabilité.

L'occupation se maintient...
La résistance continue...
Et la démission internationale?
Une parcelle de la réponse se trouve dans les mains de chacun d'entre nous!


MYANMAR
LAOS
THAÏLANDE
Bangkok
CAMBODGE
VIETNAM
Songkhla
Mer de Chine
Océan Pacifique
PHILIPPINES
Mer de Sulu
Kudat
BRUNEI
SABAH
MALAISIE
Banda Aceh
ACEH
Medan
Kuala Lumpur
Sibu
SARAWAK
SINGAPOUR
Padang
Pontianak
KALIMANTAN
Balikpapan
Banjarmasin
Palembang
SUMATRA
Océan Indien
Mer de Java
Jakarta
Semarang
JAVA
Surabaya
BALI
SUMBAWA
FLORES
SUMBA
Kupang
Dili
TIMOR ORIENTAL
Ujung Pandang
SULAWESI
Manado
Halmahera
MOLUCCAS
Sorong
INDONÉSIE
IRIAN JAYA
Jayapura
Merauke
Wewak
PAPOUASIE NOUVELLE GUINÉE
Daru
Port Moresby
Kavieng
Océan Pacifique
Mer de Timor
Darwin
Océan Indien
AUSTRALIE
INDONÉSIE ET TIMOR ORIENTAL
ÎLE DEATAURO
Lospalos
Manatuto
Liquisa
Dili
Ermera
Aileu
Viqueque
Baucau
Maliana
Ainaro
Same
Suai
OECUSSE
TIMOR ORIENTAL
Mer de Timor
TIMOR OCCIDENTAL

LA PAIX EST POSSIBLE AU TIMOR ORIENTAL